



## Fédération SUD éducation

31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris

Tél. : 01 58 39 30 12 / [cf@sudeducation.org](mailto:cf@sudeducation.org)

[www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)

# ORDRE DU JOUR DÉFINITIF

## Conseil fédéral d'avril 2024 4 avril et 5 avril 2024

*dans la Grande Salle des locaux de l'Union syndicale Solidaires au 31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris*

## Frais de garde d'enfants

Rappel des règles adoptées par le CF : "Les frais de garde d'enfants (pour les CF, les réunions de commissions fédérales et les réunions de groupes de travail fédéraux) seront remboursés de manière forfaitaire (10 euros / heure au maximum) après envoi d'une demande de remboursement. Le remboursement passera par le syndicat local. Un bilan sera fait au CF de janvier et cette modalité sera alors revue ou pérennisée."

## Rappels sur l'ordre du jour

L'ordre du jour définitif est arrêté deux semaines avant le CF, les dernières contributions devaient arriver au plus tard le mercredi 20 mars 2024. Les demandes qui arriveront après devront être motivées par une urgence qui ne pouvait être anticipée, et elles feront de toute façon l'objet d'un examen par le CF, qui décidera ou non de leur intégration dans l'ordre du jour.

Dans cet ordre du jour, les questions qui demandent une décision et pour lesquelles les délégué-e-s doivent être explicitement mandaté-e-s sont indiquées en gras. Les tableaux de vote ne sont pas une obligation réglementaire. Ils sont dans ce cahier à titre indicatif pour aider à la prise de notes. L'absence d'un tableau ne peut justifier à elle seule le refus d'un vote sur une question par ailleurs soulevée.

## Répartition des présidences, des secrétariats, des statistiques genrées

En document à télécharger sur le site, vous trouverez les tableaux qui indiquent pour chacune des tâches la date à laquelle chaque syndicat l'a effectué pour la dernière fois. A chaque début de période du CF, un appel sera fait pour assurer chaque tâche, en priorisant les syndicats qui l'ont assurée il y a le plus longtemps. Pour faciliter le travail de la présidence, La CE propose qu'un syndicat prenne en charge le minutage des prises de parole. La présidence demandera en début de chaque période si un syndicat est volontaire pour assurer cette tâche.

## Découpage horaire (à décider)

**Jeudi** : J1 de 10h à 12h30 / Pause de 12h30 à 14h / J2 de 14h à 16h30 / Pause de 16h30 à 17h00 / J3 de 17h00 à 19h30

**Vendredi** : V1 9h à 11h/ Pause de 11h à 11h30/ V2 11h30 à 14h

## Sommaire

*Les points de l'ordre du jour définitif qui ne figuraient pas dans l'ordre du jour provisoire sont indiqués par un astérisque \*.*

<b>Sommaire</b>	<b>2</b>
<b>A. Installation du Conseil fédéral</b>	<b>4</b>
A.0. Répartition des tâches - Présidences, secrétariats, statistiques genrées	4
A.1. Appel des structures	5
A.2. Adoption du CR , du résultat des votes et du RD du CF de novembre 2023	5
A.3. Adoption de l'ordre du jour	5
<b>B. Trésorerie</b>	<b>5</b>
B.1. Point d'étape du compte de solidarité et dépenses exceptionnelles	5

B.2. SUD éducation 76/27 demande une subvention pour frais d'avocat.	5
B.2 Participation aux frais de justice des réprimé-e-s de Victor Hugo	6
B.3. SUD éducation en vidéos ?	7
B.4. Demande d'aide financière	7
*B.5. Don à la caisse de grève intersyndicale pour la mobilisation plan d'urgence 93	8
<b>C. Actualité</b>	<b>8</b>
C.1. Points d'infos et débat sans vote sur les différentes initiatives et mobilisations dans notre secteur et dans l'interpro	9
C.1.1. Jeux olympiques et paralympiques	9
C.2. Motion générale d'actualité (publique)	9
C. 2.1. Modifications à la motion d'actualité	11
C.2.1.1. Proposition d'action intersyndicale	11
C.3. Retours des instances et concertations ministérielles	11
C.3.1. Éducation nationale	11
* C.3.2. Enseignement supérieur et Recherche	12
C.3.3. Discussion sur la réforme de la formation initiale	13
C.4. Laïcité 4 pages	13
* C.4.1. Discussion et vote des amendements	13
* C.4.1.1. Mise au vote de SUD éducation 63/03	13
* C.4.1.2. Amendement n°1 de SUD éducation 29	13
* C.4.1.3. Amendement n°2 de SUD éducation 29	14
* C.4.1.4. Amendement n°3 de SUD éducation 29	14
* C.4.1.5. Amendement n°4 de SUD éducation 29	14
C.4.2. Vote du texte	15
C.5. Préparation de la rentrée 2024	15
C.5.1. Syndicalisation	15
C.5.2. Entrée dans le métier	16
C.6. Proposition de mouvement "Pas de résultats aux grèves, pas de résultats aux examens"	16
C.7. Participation de SUD aux échanges "Riposte collective"	17
<b>D. Solidaires</b>	<b>17</b>
D.1. Mandatement CEFI Solidaires Julia Barbotin	17
D.2. Congrès de Solidaires	17
*D.3. Mandatement de Cybèle David pour un tuilage au sein de Solidaires	17
<b>E. Vie interne</b>	<b>18</b>
E. 1. Débat concernant les thèmes des textes du congrès	18
E.1.1. Présentation du débat	18
E.1.2. Proposition de thème par SUD éducation 66	19
E.2. Vie démocratique de la fédération	20
E.3. Bilan et feuille de route des commissions	21
E.3.1. Commission 2d degré	22
E.3.2. Commission pédagogies émancipatrices	23

E.3.3. GT Antifascisme (point reporté du CF de février)	25
E.4. Décharges 2024/2025	26
E.4.1. Répartition des décharges fédérales	26
E.4.2. Décharges externes	27
E.4.3. Répartition des décharges entre les syndicats : 107 ETP	28
E.4.4. Rappel du calendrier de saisie	29
E.5. Fédéralisations de stages	30
E.5.1. Stage agent·es des collectivités territoriales des 27 et 28 juin	30
E.5.2. Stage Pédagogies émancipatrices	30
*E.5.3. Stage Campagne Amiante, les DTA : lecture et analyse, stratégies et actions syndicales.	31
*E.5.4. Stage École inclusive	31
E.6. Enregistrement de l'adhésion de SUD éducation Guadeloupe	32
*E.7. Utilisation des espaces d'échanges en ligne au sein de la Fédération	32
*E.8. Mise en place d'un espace antiraciste sécurisé pour les personnes non blanches	33
<b>F. Appel intersyndical au boycott des formations en fin de journée et en distanciel (Point reporté du CF de février)</b>	<b>34</b>
<b>G. Alerte sur les négociations à venir au sujet de la "Qualité de Vie au Travail" (QVT)</b>	<b>35</b>
<b>H. Ircantec</b>	<b>37</b>
<b>I. Prime Exceptionnelle Pouvoir d'Achat</b>	<b>37</b>
<b>*J. Campagne amiante</b>	<b>38</b>
*J.1. Point d'étape sur la campagne	38
*J.2. Demande de Conseil auprès de TTLA	38
<b>*K. Les assises de la santé et sécurité des travailleur·ses, et les mobilisations autour du 28 avril</b>	<b>39</b>
<b>*L. International</b>	<b>40</b>
*L.1. Proposition de mandatement de Manel Ben Boubaker à la délégation du Labor Notes	40
*L.2. L'éducation avec Gaza	41
<b>*M. Conditions de travail militant, épuisement militant, burn-out militant</b>	<b>41</b>
<b>*N. Implication des parents, notamment isolés, dans le militantisme de SUD éducation</b>	<b>42</b>
<b>*O. Réécriture du tract de janvier 2024 sur l'école inclusive</b>	<b>43</b>

## **A. Installation du Conseil fédéral**

### **A.0. Répartition des tâches - Présidences, secrétariats, statistiques genrées**

*Point statutaire*

[Répartition des tâches au CF par syndicat depuis 2007 - Google Sheets](#)

	J1	J2	J3	V1	V2
co/présidence					
co/secrétariat					
statistiques genrées					

## A.1. Appel des structures

Point statutaire

Tableau : appel / mandats/ votes

[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1-i8oIMSkPBK56jVsnmY71\\_VvVOiCmvUBJXLfxZ-zOc/edit?usp=sharing](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1-i8oIMSkPBK56jVsnmY71_VvVOiCmvUBJXLfxZ-zOc/edit?usp=sharing)

## A.2. Adoption du CR , du résultat des votes et du RD du CF de novembre 2023

Point statutaire

Voir sur le site [Conseils fédéraux | SUD éducation - site interne \(sudeducation.org\)](https://conseils.federaux.sudeducation.org)

**Le CF valide le compte-rendu du conseil fédéral de février 2024.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

**Le CF valide le relevé des décisions du conseil fédéral de février 2024.**

Consensus	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-----------	---------	--------	----------	-------	-------

## A.3. Adoption de l'ordre du jour

Point statutaire

**Le CF valide l'ordre du jour du conseil fédéral.**

Consensus	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-----------	---------	--------	----------	-------	-------

## B. Trésorerie

Point statutaire

### B.1. Point d'étape du compte de solidarité et dépenses exceptionnelles

### B.2. SUD éducation 76/27 demande une subvention pour frais d'avocat.

Point proposé par SUD éducation 76/27

**Présentation du point proposé :** Suite à l'incendie à Rouen de 2 immeubles contenant plusieurs tonnes d'amiante jouxtant l'école Pépinières, Sud Education 76/27 a porté plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui. L'école a été fermée et les personnels et les élèves ont été

transférés dans une autre école mais les locaux sont restés libres d'accès aux personnels et les logements de fonction sont, aux dernières nouvelles, restés occupés. D'où notre plainte qui a été particulièrement bien relayée dans les médias.

Notre avocate, Julia Massardier, est connue pour être une défenseuse des droits humains. Elle portera également en justice la plainte du collectif de riverains.

<b>Quel est l'avis des mandaté-es juridiques ?</b> Avis favorable à l'action proposée
---

**Le CF valide une subvention de 3600 € pour couvrir l'intégralité de la plainte.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF valide une subvention de 2600 €.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF valide une subvention de 1600 €.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **B.2 Participation aux frais de justice des réprimé-e-s de Victor Hugo**

*Point proposé par SUD éducation 13*

### **Présentation du point proposé :**

MutéEs d'office ou remerciéEs pour avoir dénoncé le racisme et le sexisme de leur proviseur, accuséEs d'avoir défendu les personnels précaires ou de voter contre le proviseur au CA, la répression syndicale a sévi au lycée Victor Hugo de Marseille :

- Emmanuel Roux et Elias Sobhy, militants à la CGT Educ'action : licenciés
- Christine Gorce, professeure documentaliste et militante à SUD éducation et Fred Salvy, CPE et militant à la CGT Educ'action : mutéEs d'office "dans l'intérêt du service"
- sans parler des contrats de trois puis cinq AED non-renouveléEs entre 2021-2022 et 2022-2023.

Les militantEs du lycée Victor Hugo subissent depuis 2 ans un véritable plan social de la part du rectorat d'Aix-Marseille, doublé d'une répression anti-syndicale sans fin.

Les personnels du lycée Victor Hugo, Christine Gorce, Frédéric Salvy et Élias Sobhy, ont décidé de faire appel de leur sanction devant le tribunal administratif. Elle et ils ont besoin de soutien notamment au niveau financier pour couvrir les frais de justice liés à cette répression syndicale.

<b>Quel est l'avis des mandaté-es juridiques ?</b> Avis favorable à l'action proposée
---

### **Le Conseil fédéral décide de soutenir les réprimé-es du Lycée Victor Hugo à hauteur de 1200€**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **Le Conseil fédéral décide de soutenir les réprimé-es du Lycée Victor Hugo à hauteur de 600€**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **Le Conseil fédéral décide de soutenir les réprimé-es du Lycée Victor Hugo à hauteur de 300€**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **B.3. SUD éducation en vidéos ?**

*Point proposé par la CE*

Nous avons déjà fait le constat en CF que notre présence sur les réseaux sociaux permettait d'accroître notre audience et d'aller chercher les collègues là où ils sont, en tournant dans les établissements et les écoles bien sûr, mais aussi sur les réseaux sociaux.

Créer du contenu spécifique pour ces réseaux demande un travail spécifique et des compétences que nous n'avons pas. Nous pouvons faire des vidéos de sortie d'instance, sans montage, mais le moindre travail de montage prend un temps conséquent pour des résultats peu convaincants.

Nos expressions fédérales résultent donc d'un équilibre entre du matériel "maison" (vidéo, podcast, maquettage de tracts, visuels...) et du matériel plus abouti et de meilleure qualité grâce à un travail avec des professionnel·les : dessinateurs et dessinatrices en particulier pour les brochures, graphistes... En effet, la production de supports est aussi un métier avec des compétences spécifiques. On fait le constat que ce travail nous a permis d'améliorer notre communication et de porter nos orientations plus largement.

Nous vous proposons à présent de développer les vidéos, en particulier pour les réseaux sociaux. Les vidéos fonctionnent bien sur les réseaux sociaux pour toucher en particulier les plus jeunes et l'extrême droite l'a bien compris. Nous pensons qu'il est possible pour SUD éducation de faire des vidéos courtes, adaptées, qui représentent nos activités syndicales (manifestation, tournée syndicale, AG, stages, rentrée des stagiaires...) pour diffuser plus largement l'image moderne, proche du terrain et combative de notre syndicat. Pour cela nous demandons un budget mensuel qui ne sera pas nécessairement dépensé mais nous permettra, à la CE, de produire des vidéos.

Nous veillerons à rendre les rushs ou les images intéressantes accessibles aux syndicats sur le cloud fédéral.

**Le CF valide un budget de 550 euros maximum par mois pour produire au moins une vidéo par mois avec un-e professionnel·le.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **B.4. Demande d'aide financière**

*Point proposé par SUD éducation 47*

**Présentation du point :** Nous n'avons pu demander à temps la fédéralisation de notre stage intitulé "Néo-management, analyse et résistance!" prévu les 4 et 5 avril à Agen (faute de lieu, au moment où nous devons faire la demande pour le CF de février). Nous n'avons donc pu bénéficier d'une aide financière de la fédé.

Or, n'ayant que peu d'adhérents et souhaitant favoriser de nouvelles adhésions via les stages de formation, nous avons maintenu ce stage local pour lequel nous faisons venir Katia Lang du collectif l'Ardeur (coût de sa venue et de son intervention: 1011.67 euros). Aussi sollicitons-nous une aide financière, pour la première fois depuis notre création, afin de nous soutenir dans le développement et la visibilité de notre syndicat.

**Le CF décide de soutenir financièrement le syndicat SUD éducation Lot-et-Garonne pour son développement et sa visibilité à hauteur de 1300€.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF décide de soutenir financièrement le syndicat SUD éducation Lot-et-Garonne pour son développement et sa visibilité à hauteur de 1000€.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF décide de soutenir financièrement le syndicat SUD éducation Lot-et-Garonne pour son développement et sa visibilité à hauteur de 800€.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **\* B.5. Don à la caisse de grève intersyndicale pour la mobilisation plan d'urgence 93**

*Point proposé par SUD éducation 93*

**Présentation du point proposé :** Plusieurs établissements sont en grève reconductible depuis le 26 février, et des journées de grèves majoritaires sur le département (2 par semaines). L'intersyndicale soutient financièrement la caisse de grève.

**Le CF valide une participation financière de 3000 euros.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF valide une participation financière de 2000 euros.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **C. Actualité**

*Nous continuons à appliquer la méthode suivante :*

- la discussion d'actualité démarre par une heure de discussion libre et sans vote portant sur le



*bilan des différentes initiatives, dans notre champ professionnel comme dans l'interpro ;*

- *sur le fond : la motion d'actualité proposée par la CE et les MS est plus réduite et a vocation à davantage définir des priorités, plutôt que de simplement juxtaposer une multitude de points liés aux différents champs d'intervention de la fédération et des syndicats (qui peuvent trouver leur place dans les autres points de l'ordre du jour) ;*
- *sur la méthode : la motion d'actualité peut bien sûr être amendée (sachant que dans ce contexte exceptionnel, la situation évolue rapidement), si possible en amont du CF ou en séance. Les amendements sont synthétisés par un groupe de travail qui se réunit dans la foulée de la motion d'actu, en marge du CF, et votés ensuite. La motion d'actualité sera dorénavant publique, ce qui implique que le texte finalisé ne soit pas déséquilibré par des amendements trop longs ou trop ancrés dans une situation locale spécifique. La motion d'actualité est complétée par une contribution plus détaillée rédigée par les MS (voir point D).*

## **C.1. Points d'infos et débat sans vote sur les différentes initiatives et mobilisations dans notre secteur et dans l'interpro**

### **C.1.1. Jeux olympiques et paralympiques**

Les Jeux Olympiques auront lieu hors temps scolaire, du 26 juillet au 11 août ; les Jeux Paralympiques se tiendront au début de la prochaine rentrée, du 28 août au 08 septembre. Pour autant, le secteur de l'Education Nationale, celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche subissent les conséquences des JOP.

Dans l'ESR, la DGRH a été bien obligée de concéder que l'administration centrale et les CROUS seront concernés « et de manière résiduelle, quelques universités ». Alors que des conséquences importantes sont à prévoir à la rentrée pour les établissements franciliens, sur les conditions de travail des personnels, l'accueil et le logement des étudiant·es, l'administration, à seulement quelques mois de l'ouverture des JO, n'apporte aucune réponse précise aux organisations syndicales.

Dans les 1er et 2nd degrés, l'École est instrumentalisée au service d'une promotion des JOP sans considération des injustices sociales dont ils s'accompagnent ni de leur impact écologique. Les écoles primaires ont ainsi reçu des livrets de propagande accompagnés d'une pièce de 2 € à l'effigie des Jeux qu'on demande aux enseignant·es de distribuer aux élèves.

Il s'agit d'échanger sur les différentes conséquences que peuvent avoir les JOP sur l'exercice de nos métiers : dégradation de nos conditions de travail, des conditions d'accueil des élèves/ étudiant·es ; injonctions reçues, ... Il s'agit aussi de partager nos informations sur les luttes qui se mettent en place, de porter des revendications communes.

Concernant les pièces de 2€ et les livrets dont elles s'accompagnent, un appel à renvoyer les colis au Ministère peut être lancé.

## **C.2. Motion générale d'actualité (publique)**

Un an après la mobilisation historique contre la réforme des retraites, la combativité ne faiblit pas : de nombreux secteurs ont continué à se mobiliser pour arracher de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. Le mouvement syndical met en œuvre les leçons apprises du mouvement des retraites : il faut des mobilisations unitaires, massives, ancrées, au plus proche du terrain pour construire un rapport de force suffisamment fort pour arracher des victoires dans les secteurs et pour permettre une vraie convergence interprofessionnelle. 5 organisations syndicales de l'interpro comme de l'éducation nationale ont appelé à la grève du 8 mars : le travail doit se poursuivre pour l'égalité salariale, une augmentation des salaires les plus bas et contre les violences sexuelles et sexistes au travail et ailleurs. Dans ce cadre, SUD éducation s'emploie à construire des mobilisations fortes à l'échelle interfédérale, Fonction publique et interprofessionnelle dans le cadre de l'Union syndicale Solidaires pour des augmentations de salaire, contre les inégalités de genre ou encore pour les droits des enfants.

## **Les mobilisations dans l'éducation**

Mais SUD éducation s'emploie également à construire la mobilisation dans l'éducation nationale et l'ESR. Des foyers de contestations ont vu le jour dans plusieurs départements et la réforme Choc des savoirs, qu'essaie d'imposer le gouvernement, a déclenché la colère des personnels. La forte mobilisation des personnels a mis au jour la volonté de défendre l'école publique et l'égalité de traitement des élèves à l'école contre la ségrégation et le tri social.

SUD éducation est pleinement engagé dans la mobilisation pour gagner des moyens à la hauteur des besoins pour le service public d'éducation, contre le Choc des savoirs et soutient pleinement les personnels mobilisés dans les départements.

SUD éducation porte dans ses expressions un projet d'école et de société inclusives, émancipatrices et adaptées aux enjeux contemporains à commencer par la lutte contre les discriminations et les inégalités et pour la nécessaire reconversion écologique de la société.

La place de SUD éducation est résolument du côté des personnels qui luttent pour leurs droits, pour leurs conditions de travail et pour protéger leur santé, c'est pourquoi SUD éducation continue sa campagne "Face à l'amiante, réagissons !" en donnant aux équipes les outils pour obtenir puis lire les DTA (Diagnostic Technique Amiante).

✱ L'Enseignement supérieur et la Recherche paye une large part de l'austérité budgétaire infligée par Le Maire et le gouvernement. Près de 1Md€ sur les budgets de la recherche, de la formation, la vie étudiante... soit près de 10% des coupes budgétaires ! Ces coupes représentent 3/4 des hausses "historiques" de la LPR annoncées par la ministre, hausse déjà en trompe-l'œil face à l'inflation. Pendant que les budgets militaires explosent et que le patronat se gave, que les établissements du supérieur privés connaissent une croissance encouragée par la puissance publique, les personnels et les étudiant-es du service public d'ESR vont devoir faire sans. Sans augmentation des capacités d'accueil, sans revalorisation salariale, sans budget pérenne pour la recherche.

SUD éducation a fait annuler une note de la DGRH qui permettait aux établissements du supérieur de se défaire de leur obligation de mensualisation effective des vacataires d'enseignement. SUD éducation s'appuiera sur ce revers pour le ministère pour poursuivre son engagement pour faire respecter la loi aux établissements. Pour SUD éducation aussi, toute entreprise de revenir sur le temps de travail des BIATSS constituera une ligne rouge et appellera à des mobilisations comme celle massive des personnels de l'université de Montpellier.

Le 12 mars, les étudiant·es et les personnels de l'ESR se sont mobilisé·es en solidarité avec les palestinien·nes victimes d'une guerre génocidaire à Gaza et d'une terreur coloniale dans les territoires occupés. Depuis octobre, Israël s'emploie à détruire méthodiquement le système d'enseignement à Gaza en détruisant les universités. En Cisjordanie, l'occupant exerce une pression spécifique et ciblée sur les universités et les étudiant·es. Leur but: détruire les sites du savoir, effacer l'histoire, saper l'avenir et les aspirations à la liberté et à la libération. Voilà le projet colonial. Cette solidarité pourtant minimale a connu une fois de plus un déferlement de réaction et de pression du ministère criant avec l'extrême droite et propageant les thèses complotistes de "gangrène islamo-gauchistes" dans les facs. Un maccarthysme dangereux pour le système universitaire que tous les collègues doivent dénoncer. La Ministre va-t-elle enfin entendre les appels des collègues à cesser les partenariats académiques et scientifiques avec les universités israéliennes qui participent activement au complexe militaro-industriel israélien et à l'occupation ?

## **Luttes sociales et perspectives**

SUD éducation s'inscrit dans les mobilisations sociales qui sont annoncées dans les prochains mois. La Marche des fiertés est un rendez-vous important pour mobiliser les personnels contre les LGBTQIphobies aussi bien dans l'Éducation nationale que dans la société dans son ensemble. Les mobilisations contre les Jeux Olympiques devront nous permettre de faire entendre nos revendications sur la ségrégation, les inégalités sociales et leur impact écologique.

SUD éducation poursuit sa mobilisation contre l'extrême droite en alertant les personnels sur ses dangers et en participant aux mobilisations locales comme nationales qui ont pour but de lui faire barrage. Une autre société et une autre école sont possibles, donnons nous les moyens de convaincre nos collègues pour gagner !

### C. 2.1. Modifications à la motion d'actualité

#### C.2.1.1. Proposition d'action intersyndicale

*Proposition de SUD éducation 92*

**SUD éducation appelle l'intersyndicale de l'éducation à mettre en place une journée de mobilisation spécifique contre l'organisation du choc des savoirs.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Faute d'entente intersyndicale SUD éducation appelle à une journée de mobilisation spécifique contre l'organisation du choc des savoirs.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **C.3. Retours des instances et concertations ministérielles**

*Point proposé par la CE*

#### C.3.1. Éducation nationale

Depuis le dernier CF, nous avons assisté au départ d'Oudéa Castéra, désavouée. Nous avons rencontré Nicole Belloubet et avons participé à la multilatérale où elle a annoncé ses décisions sur

les groupes de niveau néanmoins elle a été rapidement contredite par Attal. Elle n'a participé à aucune instance depuis sa nomination. On fait le constat d'une crise politique au ministère de l'Éducation nationale puisque Belloubet est privée du pouvoir de décider par Attal qui pilote le MEN depuis Matignon, cela pose un vrai problème démocratique puisque nous n'avons plus d'interlocuteur·trice pour prendre les décisions politiques.

De plus, l'instabilité ministérielle et les incertitudes budgétaires ont suspendu ou retardé une partie des travaux engagés par le MEN (la revalorisation des ASS et des administratifs, la révision des cadres de gestion AED et AESH, la réforme de la formation initiale...). Les coupes budgétaires semblent percuter fortement le MEN qui annonce déjà qu'il n'y aura pas de recrutement en cours d'année sur 2024/2025.

Nous avons au cours de ces instances porté les revendications de SUD éducation de manière offensive en instance et en audience. Nous faisons le constat que la présence en instance nous permet d'être réactifs et réactives et d'avoir une meilleure expertise.

### \* C.3.2. Enseignement supérieur et Recherche

Depuis le dernier CF, 2 CSA MESR se sont tenus, [le 1er](#) sur la programmation annuelle 2024 des travaux de l'instance et [le 2nd](#) sur les JOP et une instauration d'une nouvelle voie d'accès à la HC pour les IGE.

Sur les travaux de l'instance, nous avons:

- demandé des bilans (genrés !) des repyramidages ITRF de la LPR afin de bien identifier les retards de carrières et les choix (métiers/filières) opérés par les établissements..
- rappelé l'urgence d'ouvrir le dossier des contractuel·les, tant sur le volet de la rémunération, des inégalités (illégales) de traitement, la mise en place de l'équivalence TD/TP, les effets de dumping social au sein des différents établissements, que les contrats LRU émargent enfin au décret 86-93...
- demandé l'ouverture d'un axe de travail sur la pénibilité et un sur les sujétions et astreintes
- demandé un bilan de l'accord télétravail dans l'ESR

Concernant les textes soumis, nous avons voté pour les textes concernant la nouvelle voie d'accès à la hors classe pour les ingénieur·es d'étude ; en effet, c'est une voie de promotion supplémentaire qui permet de se détacher du contrôle hiérarchique, et offre donc une possibilité de promotion à des agentes et des agents qui ne seraient jamais proposé·es au choix.

La ministre nous a proposé une bilatérale avec SUD éducation et SUD Recherche à la rentrée comme elle le fait 2 fois par an depuis le début de son mandat. Nous avons décidé de marquer le coup et de ne pas s'y rendre suite à sa fausse démission lors de l'adoption de la loi Darmanin.

Du côté de la F3SCT, très peu d'instances se tiennent qui se contentent principalement d'examiner des bilans (AT/MP, SST, handicap...) et des orientations stratégiques ministérielles. Les bilans témoignent que les OSM ne sont pas respectées dans les établissements et que les moyens en SST ne sont pas là.

SUD éducation a un siège au CNESER, SUD recherche en a deux, et du fait de ces trois sièges nous avons un siège au CNESER disciplinaire, et à la commission permanente du CNESER. C'est une instance consultative. En dehors de l'ensemble des textes de lois qui sont présentés, le ministère y

fait régulièrement des points d'information (réforme de la VAE, effet de la réforme des retraites, rapport qui serviront aux futures réformes comme le rapport Gillet). Nous nous opposons au budget et à sa répartition, aux évolutions de Parcoursup (opposition de principe à Parcoursup et opposition à l'intégration des formations privées), et nous nous opposons ou abstenons à de nombreuses accréditations publiques dont le budget est insuffisant, et nous nous opposons à toute accréditation de formations privées. Nous y exprimons les positions de SUD éducation, en concertation avec SUD recherche, parfois de façon commune avec les autres syndicats professionnels et les organisations étudiantes (motion sur les violences sexistes et sexuelles dans l'ESR, sur la loi immigration, sur la fusion l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et la désorganisation ).

### C.3.3. Discussion sur la réforme de la formation initiale

*Point proposé par la commission ESR*

Voir [document préparatoire](#)

Une réforme de la formation initiale a été annoncée, elle est en cours de discussion et des réunions ont lieu au ministère, il nous semble important de faire le point sur ce qui se discute, et les dernières évolutions connues à ce propos, et sur nos priorités en termes de revendications et notre éventuelle stratégie syndicale sur le sujet, notamment sur la base de la [note interne](#) qui a été produite en début d'année scolaire à ce propos.

## **C.4. Laïcité 4 pages**

*Point proposé par la CE*

Voir [document préparatoire](#)

La proposition de 4-pages pour les 20 ans de la loi de 2004, élaborée à l'occasion de deux GT fédéraux, a été discutée lors du CF de février et a fait l'objet d'un travail de lissage. La nouvelle mouture de ce 4-pages a ensuite été présentée aux syndicats, qui ont estimé qu'un délai de réflexion supplémentaire était nécessaire pour que la fédération se prononce sur la validation de cette expression.

*Demande formulée par SUD éducation 63/03*

SUD éducation 63/03 demande un temps d'échange et de discussion autour du 4 pages sur la loi de 2004, puis un **vote par mandats** sur le texte ainsi que sur tous les amendements qui seraient proposés pour permettre de faire apparaître toutes les sensibilités qui traversent notre syndicat, et nous le pensons tous les syndicats de notre Fédération.

### **\*C.4.1. Discussion et vote des amendements**

#### **\*C.4.1.1. Mise au vote de SUD éducation 63/03**

**Le CF revendique l'abrogation de la loi de 2004, telle que demandée dans le projet de 4 pages.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

#### **\*C.4.1.2. Amendement n°1 de SUD éducation 29**

Ajout (souligné), avant le premier paragraphe :

### **L'école réceptacle des tensions sociales**

L'école n'est pas coupée du monde, et se retrouve encore au centre de nombreuses tensions sociales. Pour cette raison, l'Education Nationale et ses personnels sont régulièrement confronté.es à des tentatives de pression de forces politiques qui instrumentalisent la laïcité à des fins islamophobes, et des fondamentalistes religieux qui cherchent par tous les moyens à développer leur emprise sur la société et en priorité sur les femmes. Les deux visant la même fin : imposer aux individus un seul et unique mode de vie, autrement dit le monopole de leur modèle d'organisation sociale. Cela peut se traduire par des tentatives d'intimidation, voire de harcèlement, vis-à-vis d'élèves qui ne respecteraient pas les dogmes religieux, des phénomènes de radicalisation, des propos racistes tenus à l'égard des élèves de telle ou telle confession, ... . La loi de 2004 n'est pas une réponse satisfaisante à ces pressions, mais une loi faite pour stigmatiser les élèves musulman-e-s ou supposé-e-s comme tel-le-s.

### **Le CF valide l'amendement.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **\*C.4.1.3. Amendement n°2 de SUD éducation 29**

Ajout (souligné) :

La loi de 2004 fait suite à l'arrivée pour la première fois d'un candidat de l'extrême droite au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002. Cette loi est un tournant dans la législation : tout à coup, la laïcité s'applique aux usagers et usagères du service public avant même de l'être totalement à l'école.

### **Le CF valide l'amendement.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **\*C.4.1.4. Amendement n°3 de SUD éducation 29**

Suppression (barré) :

~~Cette loi de 2004 met en œuvre une idéologie néolaïque qui est en rupture avec l'esprit de la loi de 1905 et le principe de laïcité. Elle ouvre la porte à une extension sans borne de la restriction de la liberté de culte. Elle discrimine les élèves musulman-es ou supposé-es musulman-es et déroge au principe d'impartialité et de neutralité des fonctionnaires vis à vis des élèves par rapport à leurs religions.~~

### **Le CF valide l'amendement.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **\*C.4.1.5. Amendement n°4 de SUD éducation 29**

Ajout (souligné), à la fin du texte, avant "SUD éducation revendique" :

### **Abroger la loi de 2004 et faire le pari de l'éducation**

Revendiquer l'abrogation de la loi de 2004 ne fera pas disparaître les tensions qui peuvent apparaître au sein de nos établissements scolaires. Mais puisque nous sommes de professionnel.les de l'éducation nous pensons qu'avec les moyens nécessaires nous pourrons permettre à nos élèves de vivre leur scolarité dans un espace qui leur permettra de se construire. Nous souhaitons rappeler que notre public est constitué d'enfants et de jeunes, donc d'adultes en construction et que notre travail est évidemment éducatif, ce qui implique de ne pas laisser la justice gérer ces situations.

### **Le CF valide l'amendement.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### C.4.2. Vote du texte

### **Le CF valide le 4-pages.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **C.5. Préparation de la rentrée 2024**

*Point proposé par la CE*

Nous proposons de reconduire le dispositif de préparation du matériel de rentrée habituel :

- ce point ne comprend que ce qui relève d'une prise en charge financière de la fédération : tract de syndicalisation et matériel stagiaires
- le reste (guides, goodies etc.) sera disponible comme d'habitude sur le site [matériel.sudeducation.org](http://matériel.sudeducation.org) et pris sur budget mutualisation. N'hésitez pas à suggérer des idées de matériel qui pourrait être proposés aux syndicats.

Le rétro-planning du matériel de rentrée est le suivant :

- mi-juin un mail est envoyé sur les listes fédérales avec les consignes : renvoi vers le site matériel pour le matériel générique (guides, goodies) + vers le site interne pour moduler les commandes automatiques (matériel stagiaires et communications)
- la date limite pour ces opérations est le 15 juillet : toutes les commandes passées sur le site entre mi-juin et mi-juillet sont traitées dans le cadre du réassort
- l'ensemble des colis (guides, goodies, matériel stagiaires, matériel syndicalisation) est livré aux adresses indiquées autour de la mi-août

### C.5.1. Syndicalisation

Comme chaque année, la rentrée est le moment d'une campagne de syndicalisation. Comme les années précédentes, nous proposons que soient tirés et envoyés dans les syndicats des tracts de syndicalisation dans le cadre d'une commande automatique avec modulation possible d'un mois (entre mi-juin et le 15 juillet) : les années précédentes, la base était de 100 000 exemplaires

généralistes envoyés. Cette année, nous proposons d'envoyer 35000 tracts premier degré, 35000 tracts second degré et 20000 tracts AESH.

### C.5.2. Entrée dans le métier

Comme chaque année, nous proposons de reconduire le dispositif de production d'un matériel à destination des stagiaires pour la rentrée. Pour couvrir les besoins, nous proposons le dispositif suivant

- un envoi par défaut de 15000 guides dans les syndicats, suivant la ventilation du tableur de commande par défaut. L'architecture de ces guides (premier/second degré, généraliste, découpage par type de statut ou contrat) reste à définir par la commission entrée dans le métier. Le volume global proposé correspond à peu près à la moitié du total de stagiaires lauréats du M2 + du nombre de futur·es contractuel·les alternant·es, AED prépro etc. Les syndicats auront un mois pour moduler les volumes commandés entre le mi-juin et le 15 juillet.
- un matériel plus léger (tracts et autocollants), qui sera rédigé le plus tardivement possible pour tenir compte des évolutions de l'actualité, ouvert à commande pour les syndicats dans les circonstances habituelles.
- un tract en format modifiable pour permettre aux syndicats de faire leur tract local pour fin août-début septembre.

## **C.6. Proposition de mouvement "Pas de résultats aux grèves, pas de résultats aux examens"**

*Point proposé par SUD éducation 64/40*

**Présentation du point proposé :** Le retour de l'ensemble des épreuves terminales du baccalauréat au mois de juin, première fois depuis 2019 et les réformes Blanquer, offre l'opportunité d'un mouvement collectif, fort et d'ampleur, pour engager un réel bras de fer avec le Ministère. On se souvient qu'un mouvement, en juin/juillet 2019, qui avait allié grève des surveillances et "rétention des notes" (grève le jour de la remontée des résultats), avait mis le Ministère en émoi, montrant par là la puissance du levier politique que représentent les symboliques (et médiatiques) résultats des examens : Blanquer avait alors qualifié de "minorité radicalisée" les collègues mobilisés et était allé jusqu'à exiger la falsification de nombreuses notes afin de satisfaire coûte que coûte le calendrier prévu et son propre agenda politique.

Dans un contexte d'accroissement des attaques portées contre le statut des enseignants, ainsi que contre les moyens et les orientations générales de leurs enseignements (particulièrement celles représentées par le "choc des savoirs" et la réforme du collège), mais aussi face à la surdité du gouvernement à nos multiples mouvements, de nombreux collègues ressentent une certaine lassitude à se mobiliser sur le modèle de la grève perlée sur leurs journées de cours. Nombre d'entre eux pensent qu'il est temps de proposer un mouvement à la hauteur des coups qui leur ont été portés depuis 2017 et capable de vraiment résister à l'obstination zélée d'un gouvernement prêt à tout pour imposer ses réformes rétrogrades.

Il faut donc cette année lancer un mouvement national, impliquant aussi bien les collègues du



collège que des lycées, au moment des examens de fin d'année : il faut bâtir un vrai mouvement de lutte ayant pour principal moyen d'action la rétention des notes de tous les examens délivrés par l'Éducation Nationale (brevet, bac, bts, etc), jusqu'à obtention d'une véritable négociation quant aux réformes du "choc des savoirs" (dont nous exigeons le retrait) et à la revalorisation salariale des personnels.

**Le CF mandate la CE pour proposer cette campagne en intersyndicale nationale.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **C.7. Participation de SUD aux échanges "Riposte collective"**

*Point proposé par la commission Pédagogies émancipatrices*

Voir [document préparatoire](#)

**Présentation du point proposé :** SUD éducation participe déjà aux échanges proposés par les collectifs formant le groupe "Riposte collective" dont l'appel est en pièce jointe. Nous proposons que les syndicats réfléchissent à ce qu'ils souhaiteraient y porter comme propositions ou orientation. L'idée est d'ouvrir les discussions sur ce que propose ce texte et d'aider la CE et la Commission Pédagogies Émancipatrices à porter des propositions fédérales lors des réunions de travail.

## **D. Solidaires**

### **D.1. Mandatement CEFI Solidaires Julia Barbotin**

*Point proposé par SUD éducation 45*

**Présentation du point proposé :** SUD éducation 45 souhaite mandater Julia Barbotin pour le CEFI Solidaires.

**Le CF valide le mandatement de Julia Barbotin pour le CEFI Solidaires.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### **D.2. Congrès de Solidaires**

*Point proposé par les MS*

Voir [documents préparatoires](#)

Compte tenu de l'ordre du jour particulièrement chargé de ce Conseil fédéral et du nombre de débats sur lesquels la fédération SUD éducation devra se pencher, le point consacré au congrès de Solidaires fera simplement l'objet d'un état des lieux lors de ce CF et une journée de préparation du congrès de Solidaires va être organisée pour mandater la délégation de SUD éducation. Les modalités d'organisation de cette journée de préparation vous seront rapidement communiquées.

### **\* D.3. Mandatement de Cybèle David pour un tuilage au sein de Solidaires**

**Présentation du point proposé :** Le mandat actuel de Cybèle au secrétariat national de Solidaires touche à sa fin. Pour mémoire, elle a été mandatée en 2017-2019 à la fédération Sud éducation, puis a rejoint le secrétariat national pour une année de tuilage en 2019-2020.

Elle a ensuite intégré le SN formellement au congrès extraordinaire de 2020.

Afin de finir la mandature jusqu'au congrès d'avril 2024, une demande de prolongation d'une année supplémentaire de décharge avait été faite (étant arrivée au bout des 6 ans réglementaires) qui a été accordée (dans le 93 puis par la fédération).

Pendant ce mandat de 4 ans, Cybèle a été notamment en charge des commissions « Immigration » et « International » et du Groupe de travail « Antiraciste » (et des GT « Antifasciste » et Droits et libertés jusqu'en 2022).

Plusieurs constats :

- à partir du congrès 2024, elle ne sera plus membre du SN.
- il y a 4 départs et seulement 2 arrivées au SN pour le prochain mandat.
- la décharge sera toujours effective jusqu'en juillet.

SUD éducation 93 demande à la fédération SUD éducation de donner un mandat de tuilage à Solidaires d'environ 6 mois du congrès au mois d'octobre 2024 (sans responsabilité au SN) pour accompagner les camarades du SN qui vont poursuivre / reprendre l'animation des commissions Internationale et Immigration et du GT antiraciste. Pour permettre, d'aider à la transition de l'animation mais aussi des contacts, relais, archives...

Jusqu'en juillet, la décharge qui permettra à la camarade de faire l'essentiel du tuilage puis les mois suivants d'assurer les dernières transitions en fonction des besoins / demandes du SN sur ces sujets.

**Le CF mandate Cybèle David pour un mandat de tuilage à Solidaires du congrès au mois d'octobre 2024 (sans mandat au SN) pour accompagner les camarades du SN qui vont poursuivre / reprendre l'animation des commissions Internationale et Immigration et du GT antiraciste.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	------

## E. Vie interne

### E. 1. Débat concernant les thèmes des textes du congrès

#### E.1.1. Présentation du débat

Point proposé par la mandatée CAC  
[Cahier 0 du Congrès 2025](#)

Un texte de congrès a pour objectif de :  
- faire un bilan d'une action fédérale,

- produire une analyse sur une problématique ou une situation donnée,
- se mettre d'accord sur des mandats à appliquer pour les années à venir,
- établir des revendications.

On ne recommence pas à chaque nouveau congrès à 0 comme si on n'avait jamais rien décidé auparavant. Le tableau du cahier de congrès n°0 qui recense les thèmes abordés lors des derniers congrès est un outil pour savoir sur quels thèmes la fédération s'est déjà prononcée.

Exemple : si le syndicat du 94 veut écrire un texte sur la précarité, il peut se référer au tableau pour voir de quels congrès datent les textes de la fédération sur la précarité et pour ensuite les relire pour savoir si ils sont encore d'actualité ou bien si il manque des informations importantes pour notre activités syndicales.

Le débat d'une heure prévue au CF d'avril doit pouvoir donner des pistes de réponses aux questions suivantes :

- Où en est la fédération SUD éducation ?
- Où en est notre syndicalisme ?
- Comment développer notre syndicalisme ?
- Quelles revendications, quels combats devons-nous prioritairement porter dans les années à venir ?
- Quels combats intersyndicaux pouvons-nous porter, sur la base de quelles revendications communes ?

De ce débat naîtront des pistes de travail pour l'écriture des textes.

La CAC propose d'organiser une mini-réunion pendant le CF (sur le mode du GT lissage de la motion) pour faire une synthèse du débat ; quels thèmes semblent faire consensus pour être l'un des 5 sujets des textes de congrès ? Quels thèmes pourraient être traités ensemble dans un même texte ?

Puis, le vendredi du CF, la CAC présentera ce bilan, et l'enverra en note aux syndicats pour les aider dans la rédaction des fiches d'intention.

### E.1.2. Proposition de thème par SUD éducation 66

*Point proposé par SUD éducation 66*

**Thème du texte envisagé :** Laïcité

**Problématique du texte envisagé :** Définir une position fédérale sur un thème - la laïcité - central concernant le service public d'éducation nationale

**Cette problématique a-t-elle déjà été traitée par un texte de congrès de SUD éducation ?** Non

**Quel est l'argumentaire de ce texte ? Quels sont les enjeux et les objectifs de ce texte ?**

La fédération des syndicats SUD éducation n'a pour l'instant pas de position générale sur la laïcité, seulement des positions sur certains sujets (refus du financement de l'enseignement privé par l'argent public, refus de l'instrumentalisation de la laïcité à des fins islamophobes, etc.).

La laïcité concerne de nombreuses questions liées à notre secteur (enseignements public / privé, signes religieux à l'école, cantines, enseignement des « valeurs de la république », concordat et autres exceptions territoriales, etc.). Il est indispensable que notre fédération se dote d'un texte d'orientation sur toutes ces questions afin de permettre une réaction rapide lors des attaques

contre la laïcité ou de ses dévoiements qui ne manqueront pas de se produire dans les années à venir, comme cela s'est déjà produit depuis la première moitié XXe siècle, et jusqu'à tout récemment (interdictions des abayas et qamis, etc.).

S'il est très probable que, sur certaines de ces questions, nous n'aboutirons pas facilement à un consensus, nous ne pouvons rester plus longtemps sans position fédérale sur des sujets aussi importants.

## **E.2. Vie démocratique de la fédération**

*Point proposé par les syndicats SUD éducation Sud éducation 22, 29, 35, et 56*

**Présentation du point proposé :** Les syndicats de SUD éducation Bretagne, réunis en journées d'été en août 2023, ont échangé au sujet de la vie démocratique de la fédération, notamment sur la pratique de prise de décision par consensus.

Un texte issu de ces échanges a été rédigé et validé par les AG des 4 syndicats. Nous exposons des constats partagés et formulons des propositions pour avancer.

Nous souhaitons dans un premier temps tenir un débat sans vote lors du conseil fédéral en proposant le texte ci-dessous.

### **Texte issu des journées d'été 2023 de SUD éducation Bretagne à propos de la vie fédérale, signé des syndicats SUD éducation 22, 29, 35 et 56**

Notre Fédération s'est appuyée, depuis les débats qui ont présidé à sa fondation lors du premier congrès, celui de Lyon en 1997, sur des valeurs communes, en opposition aux pratiques syndicales ayant cours à ce moment et à nos expériences à la FSU, à la CFDT, etc...

- démocratie vs autoritarisme
- autogestion vs bureaucratie
- recherche du consensus vs affrontements de tendances
- écoute respectueuse et égalitaire vs écrasement des minoritaires par la majorité et postures autoritaires

Ces valeurs ont construit une culture commune, ont permis un développement constant, et donnent à Sud Éducation, au sein de Solidaires et dans le mouvement social, une place particulière.

Ces valeurs, en perpétuelle mutation et constamment rediscutées, n'ont pas de définition immuable. Mais depuis quelques temps, elles sont fragilisées par l'émergence de certaines pratiques : difficulté à tenir des débats de fond sous la contrainte de l'efficacité face à l'ampleur des ordres du jour, ajouts tardifs aux ordres du jour du CF, prises de décisions trop rapides sans recherche de consensus avec des taux de vote non exprimés inquiétants, non respect à plusieurs reprises de nos statuts fédéraux, départ de camarades....

Ces dysfonctionnements ont atteint des sommets remettant en cause nos valeurs au congrès de Caen, ce qui a pu générer un traumatisme pour certain-e-s camarades – pour d'autres un sentiment d'échec collectif – dont nous avons du mal à sortir.

Pour autant, tout n'est pas négatif et le développement actuel de la fédération s'est fait parce que nous nous sommes donnés les moyens de surmonter les crises précédentes, à partir d'une prise de conscience collective des problèmes.

Si nous avons pu surmonter ces crises, c'est en nous appuyant sur une culture commune, qui s'incarnait dans nos pratiques et nos valeurs antisexistes, anti-autoritaires et auto-gestionnaires. Nous devons continuer dans cette voie et c'est l'objet de ce texte.

Raviver la dynamique collective de la fédération prendra du temps : il s'agit de revenir à nos fondamentaux en les questionnant régulièrement, par la pratique ordinaire du débat démocratique. Le manque de temps consacré au débat de fond, le déficit de transmission de nos pratiques démocratiques ont généré la situation de crise que nous vivons et le manque de respect mutuel entre camarades, que nous constatons trop souvent.

Nous avons une responsabilité collective dans la préservation de notre outil syndical, outil fondamental dans la défense des précaires et des groupes dominés, et la transformation de la société.

Cette situation nous oblige. C'est pourquoi les 4 syndicats de Bretagne, réunis lors de leurs journées d'été 2023, s'engagent – sans que nous cessions pour autant de nous impliquer dans tous les autres espaces de la fédération – à réinvestir le groupe de travail « pratiques démocratiques » comme point de départ et espace concret d'une réflexion collective nécessaire. Nous invitons tous les syndicats et leurs adhérent·es à se saisir aussi de cette proposition.

A titre d'exemple, nous avons évoqué lors des journées d'été un certain nombre de pistes :

- réduire le nombre de points à l'ordre du jour du CF, et sanctuariser des temps de discussion sans vote pour s'autoriser des réflexions qui ne relèvent pas de l'urgence
- s'auto-former collectivement (à minima les mandaté·es) à la pratique du consensus
- utiliser l'augmentation des temps de décharges pour la formation et la réflexion communes
- favoriser des temps de débats dans un cadre convivial, comme le sont les journées d'été des 4 syndicats bretons
- avoir une réflexion sur la contradiction possible entre efficacité et démocratie.

La liste n'est pas exhaustive...

Ce n'est qu'au prochain congrès que ce travail de fond pourra aboutir et être approprié par l'ensemble de la fédération. La réalisation de cet objectif dépendra de la réussite du type d'initiative que nous proposons. Les syndicats et les adhérent·es doivent s'en saisir en amont du congrès.

**E.3. Bilan et feuille de route des commissions**

Pour information, vous trouverez le calendrier des bilans/feuilles de route, élaboré avec les mandaté·es fédéraux.

CF	Commissions ou GT ( 3 ou 4 par CF )
· Septembre	· Écologie

	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Immigration sans papier</li> <li>· Juridique</li> </ul>
· Novembre / Décembre	<ul style="list-style-type: none"> <li>· International (GT de SUD éducation et mandaté·es à la commission Internationale de Solidaires)</li> <li>· Antisexisme, droits des femmes et des lgbtqia+</li> <li>· ESR</li> </ul>
· Janvier / Février	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Précarité</li> <li>· École inclusive</li> <li>· Lycée Professionnel</li> </ul>
· Avril	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Second degré</li> <li>· Pédagogies émancipatrices</li> <li>· GT Antifa et commission antifa de Solidaires</li> </ul>
· Juin	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Et voilà le travail (Commission fédérale et mandat pour participer à la commission Conditions de travail de Solidaires)</li> <li>· Antiracisme (Commission fédérale et mandat pour participer à la commission Antiracisme de Solidaires)</li> <li>· Premier degré</li> <li>· Solidaires (Mandaté·es Solidaires et retour des membres de secrétariat national)</li> <li>· Commission exécutive</li> </ul>

### E.3.1. Commission 2d degré

#### **1. Présentation du travail de la commission ou du GT**

- **Nom de la commission ou du GT** : second degré
- **Mandaté·es en 2023/2024** : François Mailloux
- **Avec ou sans décharge? Si oui, indiquez la quotité.** 0,3 ETP (plus 0,04 ETP du 93 pour une demi-décharge locale et pour rentrer dans les 9,9 heures de mon service)
- **Fréquence des réunions** : 3 réunions
- **Nombre de syndicats représentés en moyenne aux réunions** : 4
- **Nombre de personnes en moyenne aux réunions** : 5 / 6
- **Quelle fréquence d'échanges sur la liste d'échanges ?** (x par jour/semaine/mois) plusieurs par semaine
- **Quelle est la nature et l'activité de la commission par mail (échange d'information, débats, questions techniques ou juridiques...)?** échange d'information, questions juridiques et statutaires

#### **2. Bilan**

• **Qu'avez-vous fait (tract, brochure, CP, stage...) cette année ?**

- Participation à des instances administratives : concertation sur les examens de BTS, mission IGESR sur l'organisation et le fonctionnement des EAFC
- Brochures : DHG des collèges et lycées, les EPLE, second degré
- CP : dates du baccalauréat, les maths dans le tronc commun, la formation continue des personnels, choc des savoirs
- Stage : fédéral second degré

• **Quels débats avez-vous eu ?** Assez peu

• **Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?** Peu d'implication des camarades dans la commission

**3. Feuille de route pour l'année à venir ?**

• **Sur quelles orientations fédérales souhaitez-vous travailler ?**

Renforcer la réflexion sur le collège

Education prioritaire et mixité sociale

• **Quels sont vos projets ?**

Deux stages pour l'an prochain :

- un stage sur les moyens à destination des élu·es dans les instances en novembre
- un stage sur les établissements du second degré à destination des adhérent·es en mai (préparation de la rentrée et des élections aux CA)

Tuilage avec une camarade de collège pour préparer la suite du mandat. Garder une seule commission avec deux mandaté·es, un·e en lycée et l'autre en collège ?

**Le CF valide la feuille de route de la commission second degré.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:	
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------	--

E.3.2. Commission pédagogies émancipatrices

**1. Présentation du travail de la commission ou du GT**

• **Commission** : Pédagogies émancipatrices

• **Mandatées et déchargées** : Emeline Brouard et Louise Boisdron (35). Louise accepte de reprendre le mandat avec décharge, une autre personne serait souhaitée pour participer également car Emeline fait une pause (congé mat).

• **Quotité de décharge** : 0,3 ETP

• **Nombre de réunions annuelles** : environ 6 sur l'année, 1 par période

• **Nombre de syndicats représentés par réunion de la commission** : Entre 3 et 6

• **Nombre de personnes présentes par réunion de la commission** : Entre 5 et 7

• **Quelle fréquence d'échanges sur la liste d'échanges ?** 2 à 3 mails sur la liste par mois

• **Activités principales des mandatées** :

- Travail de mails surtout autour de la prise de contact, organisation et accompagnement de stages

pédas et envoi de ressources.

- Soutien à la CE pour la rédaction de communiqués sur certains sujets d'actualité en lien avec les pédagogies.
- Organisation d'un stage fédéral par an sur les Pédagogies émancipatrices (une soixantaine d'inscrit.es en 2023).
- Suivi et participation à la rédaction de fiches ressources autour des pédagogies émancipatrices.

## 2. Bilan

### • **Activités principales de la Commission sur l'année :**

- Suivi et aide à l'organisation de stages pédagogiques dans différents syndicats, création d'outils et de ressources pour l'organisation d'ateliers lors de stages pédagogiques,
- Organisation d'un stage fédéral de 3 jours en mai sur les Pédagogies Emancipatrices.
- Suivi et participation à la rédaction de fiches ressources en lien avec les pédagogies émancipatrices.

### • **Plusieurs sujets ont animé nos échanges cette année :**

- la place de la pédagogie Montessori chez SUD (fiche à venir),
- comment défendre l'Education à la Vie Affective et Sexuelle face aux attaques de l'extrême droite, des groupes " parents vigilants " etc. Travail en commun avec la Commission Antisexistes dans le but de produire des outils communs type brochures (travail en cours)
- comment s'emparer / détourner / utiliser ou non les outils institutionnels " d'innovation pédagogique " pour soutenir / développer des pédagogies émancipatrices – l'impact du PACTE dans nos pratiques ; échange et collectage de témoignage autour de la répression pédagogique (fiche à venir : " leviers et freins aux pratiques émancipatrices"),
- le mandatement de camarades pour la participation aux Rencontres Internationales des Educateurs Freinet à Oaxaca (Mexique),
- des échanges autour des propositions ministérielles à teneur pédagogique : " savoirs fondamentaux ", " choc des savoirs ", réforme de la formation initiale, ... pour nourrir notamment les publications fédérales.

## 3. Feuille de route pour l'année à venir :

• **Orientations fédérales :** les mandats à porter par la commission ont été résumés ici, à partir des différents textes de congrès ou votés en CF. Voir les différents textes de congrès .

### • **Projets :**

- poursuivre la production de fiches dans la lignée de la brochure " Coopérative Pédagogique " pour l'enrichir, la compléter, peut-être proposer une nouvelle édition.
- maintenir l'organisation d'un stage fédéral par an et l'améliorer suite aux retours des stagiaires,
- creuser certaines questions liées à l'actualité pédagogique : les répressions pédagogiques (lycées expérimentaux, enseignants militants, ...), mal-être des élèves et harcèlement...,
- participer activement au projet de réflexion "Riposte collective" et s'inscrire dans une démarche de réflexion collective avec d'autres acteurs de l'éducation (GFEN, ICEM, etc) dans le cadre de réunions bilatérales ou multilatérales.
- participer à la Biennale d'éducation nouvelle à Nantes en automne 2024 (demande envoyée).

## 4. Participation aux commissions de Solidaires :

• Pas de participation cette année, la participation est à réfléchir effectivement.

## 5. Questions à soumettre à débat avec les syndicats lors du CF :



1. Les syndicats organisent-ils des stages pédagogiques localement ? Ou bien des ateliers sur la pédagogie lors de stages syndicaux ? Ressentez-vous le besoin d'être accompagné.es sur l'organisation de ce genre d'ateliers / de stage ?

2. Avez-vous l'impression que les adhérents connaissent bien les orientations de SUD en matière de pédagogie ? Si non, quels outils ou démarches permettraient de mieux les leur faire connaître ?

**Le CF valide la feuille de route de la commission Pédagogies émancipatrices.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

E.3.3. GT Antifascisme (point reporté du CF de février)

Le GT antifa de SUD éducation propose ces axes de travail au prochain CF afin de voir si cela convient à la fédé et/ou si d'autres axes auraient été oubliés.

Puisque le GT Antifa n'a pas vocation à communiquer à l'extérieur, la communication vers le public se fera via la CE. Il s'agira de voir avec la CE comment nous coordonnerons ce travail.

Le GT antifa de la Fédé SUD éducation propose à la fédé de faire le travail suivant en lien avec la CE :

- recenser les attaques de l'extrême droite (ExD) (voir comment l'identifier et si possible la cartographier, spécifiquement sur les dangers de l'ExD à l'école). L'école est un champ d'action politique important pour l'ExD car elle y met sa propre notion de protection des enfants, par exemple, l'ExD attaque les droits des personnes trans par le prisme de la protection des enfants ;
- informer en faisant le travail de décryptage (créer des outils pour déceler des discours ouvertement fascistes ou plus insidieux, réagir à des discours racistes et antisémites dans nos établissements, matériel pour reconnaître les discours d'extrême droite) ;
- alerter en cas de détection d'une d'offensive probable de l'ExD ;
- appuyer les camarades et collègues qui subissent les attaques de l'ExD (comment réagir face à chacune des composantes de l'ExD, la réaction ne sera pas forcément la même face à "Parents vigilants" ou face à des groupuscules ou face au RN...), ce travail sera à faire en collaboration avec les mandaté.es juridique ;
- former les camarades et collègues (spécifiquement de l'EN mais aussi en interpro avec Solidaires et VISA). Nous formulons la proposition de faire des ateliers sur le mode du Théâtre de l'Opprimé.

Cela nous semble être un outil pertinent pour réagir et avoir les bonnes attitudes face à un.e élève ou étudiant.e ou un collègue ouvertement d'extrême droite ou tendancieux, pour faire face à la reprise de discours réactionnaires dans nos cours, pour armer les collègues pour répondre aux discours-argumentaires d'extrême droite.

Dans l'ESR cela impliquera de faire avec d'autres spécificités : lien avec SESL et SUD recherche, mais aussi lien interpro au sein de l'USS : coordination naturelle sur les facs, comment réagir quand on a un étudiant.e d'extrême droite? Quel rapport ? Quel signalement ?

**Le CF valide la proposition d'axes de travail formulée par le GT antifa.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **E.4. Décharges 2024/2025**

*Point proposé par la CE*

### **E.4.1. Répartition des décharges fédérales**

Pour 2024/2025, le CF de février 2024 a acté de garder le même ratio en 2024/2025 en qu'en 2023/2024 avec une part fédérale de 16,6 ETP sur 124 ETP.

Le dernier CF a mandaté la CE pour proposer une répartition des décharges fédérales pour 2024/2025 à partir de la répartition actuelle, des orientations fédérales et des besoins des mandaté-es.

Avec la CE, nous avons privilégié d'augmenter le temps de décharges des commissions et GT qui pouvaient être animé-es par plusieurs mandaté-es afin d'encourager un fonctionnement le plus collectif possible.

Par ailleurs, nous proposons deux augmentations conséquentes du temps de décharges pour deux commissions dont nous proposons qu'elles passent à 1 ETP à partager : la commission précarité et la commission ESR.

- La commission ESR a connu des difficultés de fonctionnement cette année, des camarades "historiques" ont quitté la fédération, il y a un important renouvellement des équipes et l'ESR est un secteur qui regroupe un très grand nombre de personnels. Par ailleurs, on fait le constat que les sections du supérieur ont souvent du mal à exister dans leurs AG départementales et ne prennent pas de décharge à l'échelle locale, or l'ESR a besoin de temps pour faire du travail militant.
- La commission Précarité fournit un très gros travail militant pour outiller les équipes pour accompagner et organiser les collègues AESH qui veulent défendre leurs droits. Il est important pour SUD éducation que les collègues AESH puissent s'auto-organiser, or on sait que les camarades AESH cumulent souvent plusieurs difficultés pour s'investir syndicalement : la précarité dues aux conditions salariales et la féminisation du métier avec la double journée de travail pour les mères. En attribuant 1 ETP à la commission, nous espérons que plusieurs collègues AESH pourront partager le mandat d'animation de la commission et travailler ensemble. Idéalement, la commission pourrait être animée par 4 camarades AESH et 1 camarade AED ou par 3 camarades AESH et 2 camarades AED.

**Vous trouverez ci-dessous la proposition de répartition des décharges fédérales pour 2024/2025 :**

La répartition ci-dessous exprime le maximum attribué, souvent les mandaté-es prennent moins de temps et la quotité non utilisée est reversée aux syndicats pour faire les derniers ajustements.

## A) Bloc CE + MS + SN + mandats techniques = 10 ETP

- Pour la CE : 3 ETP (Arnaud + Théophile + Nara + Kevin + Benjamin + Maud) + 2,5 ETP (5 personnes)
- Pour les MS : 1 ETP ( Bérangère et Lucie)
- Pour les mandaté·es juridique : 1 ETP (Ingrid et Alexis)
- Pour les membres du SN : 1,5 ETP ( Aurélien et Julie et Brendan )
- Appui technique : listes - commandes - communication : 0,5 ETP
- Bureau du CEFI + déclaration des stages fédéraux : 0,5 ETP

## B) Bloc Mandaté·es fédéraux 2024/2025 : 6,6 ETP

- 1er degré : 0,5
- 2nd degré GT : 0,5
- Antifascisme : 0,3
- Antiracisme : 0,3
- Antisexisme : 0,6 ( 3 personnes)
- CLOC : 0,2
- Conditions de travail : 0,5
- École inclusive : 0,3
- Écologie : 0,3
- ESR : 1ETP
- International : 0,2
- ISP : 0,2
- Lycée pro : 0,4
- Pédagogies émancipatrices : 0,3
- Précarité : 1 ETP

**Le CF valide la répartition des décharges fédérales .**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

**Conformément au règlement intérieur de la fédération, la liste de répartition des décharges pour l'année scolaire suivante est adoptée lors du dernier Conseil fédéral de l'année scolaire.**

**Pour information, SUD éducation 45 proposera que Julia Barbotin bénéficie d'une décharge de 0,5 ETP au titre de son mandatement au Cefi (voir D.1) et SUD éducation 79 proposera Romain Delaporte pour la commission exécutive.**

### E.4.2. Décharges externes

Pour l'année 2023/2024, SUD éducation a attribué un temps de décharge à une camarade de SUD éducation afin de participer à l'action militante au sein de BDS, et un temps de décharge à un camarades SUD éducation pour participer à l'action militante de VISA.

Nous laissons les syndicats de ces militant·es ou d'autres syndicats de la fédération proposer au CF la reconduction de ces décharges s'ils le souhaitent.

Ce temps de décharge sera prélevé sur la somme de décharges à répartir entre syndicats (107 ETP).

**Bloc Décharges externes : 0,4**

- VISA : 0,2
- BDS : 0,2

**Pour information, SUD éducation 42 proposera au CF de juin que la décharge de Monira Mouhoun pour BDS soit reconduite.**

### E.4.3. Répartition des décharges entre les syndicats : 107 ETP

Voir [document préparatoire](#)

Le CF a mandaté la CE pour organiser une réunion le 6 mars entre les syndicats afin de discuter des modalités de répartition pour l'année à venir.

#### **Actuellement :**

En 2023/2024, nous avons gardé les mêmes règles de répartition du temps de décharge entre syndicats :

- 0,425 ETP par syndicat
- 0,125 ETP si le syndicat compte au moins deux départements : pour avoir la part département supplémentaire, il faut avoir des adhérent·es dans les deux départements.
- le reste est réparti en fonction du nombre d'adhérent·es .

#### **Nous constatons qu'il y a 4 cas de figure :**

- 47 syndicats ont moins de 100 adhérent·es,
- 16 syndicats ont entre 100 et 200 adhérent·es,
- 8 syndicats ont entre 200 et 300 adhérent·es,
- 2 syndicats ont plus de 600 adhérent·es.

#### **Propositions du CF à tester par le GT :**

- augmenter la part par syndicat,
- créer une part pour les syndicats qui ont une charge de travail supplémentaire du fait des instances.

Nous avons donc 3 propositions :

**1. rester sur l'existant avec une part fixe par syndicat : avec une part fixe qui représente 30% environ du total,**

**2. augmenter la part fixe à 35%,**

Il y a un grand décalage entre les 1/3 syndicats qui ont plus de 100 adhérent·es et les 2/3 qui ont moins de 100 adhérent·es. En augmentant la part fixe, cela donnerait un peu plus de décharges aux plus petits syndicats pour qu'ils se développent.

**3. augmenter la part fixe à 35% ET attribuer une part de 0,125 ETP pour les syndicats qui ont un siège en CSA-D et 0,125 ETP pour les syndicats dont un·e de leur militant·e siège au CSA-A.**

Les syndicats ont fait état de la surcharge de travail que représentait le travail en instance. Les jours

attribués au titre de la préparation, du compte rendu et de la participation ne sont pas suffisants et ne permettent pas aux militant·es de siéger sereinement car cela engendrent des absences, non remplacées. On continue bien sûr à revendiquer des remplacements, néanmoins, en attendant de gagner là dessus, il est compliqué de laisser les militant·es qui siègent en difficulté avec leur classe. C'est pourquoi nous proposons d'augmenter la part fixe à 35% comme dans la proposition 2 avec une part "instances" afin de répondre aux difficultés spécifiques des syndicats qui ont une charge de travail supplémentaire du fait de leur action en instance.

Le tableau que vous trouverez en [document préparatoire](#) présente **une version prévisionnelle** du temps alloué en fonction des 3 propositions, il pourra évoluer à la marge suite aux ajustements qui résultent du CF d'avril avant l'ouverture du logiciel le 17 avril.

Pour choisir quelle proposition deviendra la règle :

- soit il y a un consensus sur une des propositions,
- soit il n'y a pas de consensus et nous devons proposer un vote.

#### **Déroulé du vote :**

Pour voter, nous proposons de soumettre d'abord chacune des propositions de changement au vote des syndicats l'une après l'autre. Les syndicats peuvent voter pour les 2 propositions ou contre les 2.

Puis nous prendrons la proposition qui a remporté le plus de suffrages et nous la soumettrons au vote du CF. Si celle-ci était rejetée, alors nous soumettrons au vote la proposition qui est arrivée en 2eme. Si aucune proposition de changement n'emporte la validation du CF, alors nous resterons à l'existant (la proposition 1)

#### **Le CF valide la proposition 2 : augmenter la part fixe à 35%.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

#### **Le CF valide la proposition 3 : augmenter la part fixe à 35% et créer une part "instance".**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

#### E.4.4. Rappel du calendrier de saisie

- 6 mars de 14h30 à 16h30 : GT décharges en visio
- CF des 4 et 5 avril : débat sur la répartition des décharges fédérales + des modalités de répartition proposées par le GT
- 17 avril : ouverture du logiciel
- début mai : formation en visio pour utiliser le logiciel
- 16 juin : les syndicats doivent avoir déclaré les informations au sujet de leurs futur·es déchargé·es
- CF des 20 et 21 juin : validation des décharges et mandatements fédéraux
- 1er juillet : envoi au ministère

## E.5. Fédéralisations de stages

### E.5.1. Stage agent·es des collectivités territoriales des 27 et 28 juin

Point proposé par SUD éducation 91

Voir [document préparatoire](#)

Soucieux de faire vivre l'orientation intercatégorielle de la fédération, SUD éducation 91 demande que la fédéralisation du stage dont la plaquette est en pièce jointe soit discutée pour une éventuelle validation lors du prochain CF.

**À qui s'adresse ce stage ?** À tou·tes les adhérent·es de SUD éducation

**Nombre de participant·es estimé :** 100

**Est-ce la première fois que vous organisez ce stage ?** Non

Pour l'animation sont prévu·es: Jacques ALEXIS (92); Kai TERRADA (78/92); Martine BIDOUNGA (91); Nathalie CANTIE (91); Olivier SOUCAZE (91); Patricia MOINARD (78); Valérie JOUFFROY (91) ...

**Le CF valide la fédéralisation du stage.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### E.5.2. Stage Pédagogies émancipatrices

Point proposé par la commission Pédagogies émancipatrices

Voir [document préparatoire](#)

Le stage "Pédagogies émancipatrices" a été fédéralisé au CF de février 2024 avec un programme en cours de finalisation. Ce point a pour objectif de préciser l'organisation et notamment de valider la participation d'intervenant·es extérieur·es.

**Quels sont les objectifs du stage ?** Faire découvrir aux stagiaires les pédagogies émancipatrices qui constituent ce que SUD éducation défend comme approche de l'école, permettre au stagiaires de pratiquer / découvrir des pratiques concrètes, d'échanger et se questionner sur leurs pratiques, de rencontrer des acteurs / groupes de pédagogies émancipatrices, proposer des ressources.

**Quel·les sont les intervenant·es extérieur·es ?**

- Natacha BINARD, doctorante associée au Laboratoire de didactique André Revuz, pour tenir un stand Pédagogies critiques lors d'un marché de connaissances,
- Jean-Pierre LEPRI, enseignant retraité, créateur des CREA "cercle de réflexion pour une 'éducation' authentique" pour tenir un stand Pédagogie Institutionnelle lors d'un marché de connaissances,
- \*Thomas DRAKE, \*Anne-Laure FOURMONT et \*Marie JUNG (non adhérent·es) et Adam KHADA et \*Irène MUNCH (adhérent·es) : membres du Groupe Pédagogie Institutionnelle Paris Créteil, pour tenir un stand Pédagogie Institutionnelle lors d'un marché de connaissances,
- Xavier DUNEZAT, professeur de SES et sociologue, pour un atelier co-animé sur la domination adulte.

**Le CF valide la participation de ces intervenant·es extérieur·es.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

### \*E.5.3. Stage Campagne Amiante, les DTA : lecture et analyse, stratégies et actions syndicales.

*Point proposé par la Commission Et Voilà*  
[Voir plaquette du stage](#)

La campagne "Face à l'amiante, réagissons", qui consiste dans un premier temps à recueillir le maximum de Dossiers Technique Amiante (DTA) a été lancée, le comité de suivi a commencé son travail, et de nombreux retours des équipes engagées dans la campagne font état de difficultés : DTA obsolètes, préconisations de travaux non suivies d'effets, DTA non conformes. Certains DTA sont problématiques, d'autres moins. Ces constats et retours posent la question des priorités d'action, des niveaux d'exigence que l'on se donne, et la nécessité de continuer à élaborer des outils d'aide à la lecture et à l'analyse des DTA, et des actions à engager. C'est pourquoi nous souhaitons organiser une nouvelle journée de stage centrée sur ces aspects.

Les intervenants seraient Jérôme Oriol, inspecteur du travail et militant à SUD TAS et Didier Faure, diagnostiqueur amiante et militant de l'ANDEVA. Jérôme Oriol est déjà intervenu à deux reprises dans nos stages fédéraux sur l'amiante, et Didier Faure est déjà intervenu dans les stages de Solidaires sur l'amiante. Il est militant de l'ANDEVA, association d'aide aux victimes de l'amiante, et a une très bonne expertise du diagnostic amiante. Il sont "pressentis" car nous sommes en contact avec eux mais nous ne sommes pas encore certain-es de leurs disponibilités. La date du stage sera aussi finalisée en fonction de cela.

Date du stage : lundi 13 mai ou lundi 27 mai

Lieu du stage : Paris

Intervenants pressentis : Jérôme Oriol (Inspecteur du Travail, SUD TAS), Didier Faure (Opérateur de Diagnostic Amiante, militant de l'ANDEVA)

#### **Le CF valide la fédéralisation du stage.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

#### **Le CF valide la prise en charge de l'hébergement et des billets de train des intervenants.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

### \*E.5.4. Stage École inclusive

*Point proposé par les commissions École inclusive et Précarité*  
Voir [document préparatoire](#)

Les objectifs de ce stage sont de faire l'état des lieux de l'école inclusive aujourd'hui et discuter des enjeux à courts et moyens termes : métiers (enseignant-es, aesh, personnels du médico-social...), désinstitutionnalisation, validisme..

**Dates du stage :** 28 et 29 mai 20242024-05-28

**Intervenant-es extérieur-es :** Julien Garric (enseignant Université Aix-Marseille) et des membre(s) de collectifs antivalidistes

**À qui s'adresse ce stage ?** Aux équipes locales de SUD éducation

**Nombre de participant·es estimé : 50**

**Le CF valide une prise en charge de 500€ pour le transport, l'hébergement et les repas des intervenant·es extérieur·es.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

**Le CF valide la fédéralisation du stage.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

## **E.6. Enregistrement de l'adhésion de SUD éducation Guadeloupe**

*Point proposé par la CE*  
*Voir [document préparatoire](#)*

Au début du mois de janvier 2024, la CE a été contactée par des camarades souhaitant créer un syndicat SUD éducation en Guadeloupe. Suite aux échanges avec la CE, des statuts (voir document préparatoire) ont été déposés et les camarades ont adressé un courrier à l'ensemble de la fédération pour demander l'enregistrement de leur adhésion qui, conformément aux statuts, devra ensuite être ratifiée en congrès.

*"Chères et chers camarades,*

*Nous vous écrivons pour vous présenter notre initiative visant à créer un syndicat SUD Education au sein de l'académie de la Guadeloupe. En tant que professionnels de l'éducation, nous sommes conscients des défis auxquels nous sommes confrontés au quotidien et de l'importance de défendre nos droits et intérêts.*

*Notre objectif est de rassembler les enseignants, les personnels administratifs et tous les acteurs de l'éducation pour faire entendre notre voix et agir collectivement pour améliorer nos conditions de travail et garantir la qualité de l'enseignement dispensé. Nous sommes une dizaine et croyons fermement que la création de ce syndicat sera bénéfique pour l'ensemble de la communauté éducative et nous sommes déterminés à œuvrer ensemble pour promouvoir une éducation de qualité et valoriser notre profession.*

*Nous serions ravis d'être parmi vous et de bénéficier de votre soutien pour faire avancer notre projet. N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.*

*Amitiés syndicalistes"*

**Le CF enregistre l'adhésion de SUD éducation Guadeloupe à la fédération des syndicats SUD éducation.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

## **\* E.7. Utilisation des espaces d'échanges en ligne au sein de la Fédération**

*Point proposé par SUD éducation 95*



**Présentation du point proposé :** Au cours du CF de septembre, des échanges ont eu lieu au sujet du fonctionnement fédéral et, notamment, de l'utilisation des listes mails "syndicats" et "équipes". Depuis, plusieurs mails d'expression personnelle ont été envoyés sur ces listes. Ces mails ont pour vocation d'exprimer un point de vue personnel sur des travaux réalisés en commissions, en GT ou dans des syndicats départementaux. Ce travail en GT et en commission est ouvert à tous et à toutes et s'inscrit dans le fonctionnement démocratique et politique que la fédération se fixe.

Ces mails d'expression personnelle publiés sur des listes fédérales, qui s'attaquent à ce travail collectif en le démontant et, parfois, en défendant des positions contraires à nos principes politiques, ont un impact fort et parfois néfaste sur les personnes qui s'investissent et militent dans ces cadres collectifs et démocratiques. Si ce type de méthode a pour but affiché d'apporter des contributions et de soumettre des critiques, il a davantage tendance à tendre ou à affaiblir les possibilités de débat et d'élaboration collective dans notre fédération.

Nous nous inquiétons de ce type de pratiques qui nous apparaissent antidémocratiques, car elles ne s'inscrivent dans aucun cadre fixé collectivement. Nous estimons que ne pouvons laisser des individualités entraver le débat collectif que nous souhaitons.

**Le CF décide de la création d'un GT qui aura pour objectif de proposer au prochain CF des modalités de fonctionnement de ces listes mails fédérales ainsi que des modalités de gestion et de sanctions en cas d'utilisation abusive.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

## **\*E.8. Mise en place d'un espace antiraciste sécurisé pour les personnes non blanches**

*Point proposé par SUD éducation 95*

**Présentation du point proposé :** Dans les orientations de notre syndicat, nous revendiquons que "SUD éducation a pour fondement la construction d'un syndicalisme antiraciste". La fédération se veut également "devenir un acteur majeur dans les luttes antiracistes. Cette question traverse en effet toute la société et notamment l'Éducation nationale."

Cependant, l'antiracisme est une lutte qui se joue dans tous les espaces, dont les espaces militants. Depuis quelques mois, nous nous inquiétons de prises de position au sein de la fédération qui nous semblent apparaître contrevenir à l'orientation antiraciste que nous nous sommes fixée. Ces prises de position nous semblent être des attaques au travail antiraciste réalisé au sein des syndicats et de la fédération, et comme des violences faites à l'encontre de nos camarades militants·es non blanc·ches.

Ainsi, la diffusion sur les listes fédérales de certains textes racistes ou qui s'attaquent à des camarades non-blanches en citant leur travail constituent des violences que nous ne pouvons pas accepter. Au congrès de Brest en 2015, SUD éducation affirmait : " Il n'est pas possible de considérer l'École comme un sanctuaire protégé des soubresauts qui agitent le monde. Tensions, contradictions, conflits la traversent tout autant. Nous n'avons donc pas à rester des spectateur·trices passif·ves. La diffusion de théories réactionnaires justifiant inégalités et discriminations, la banalisation de l'idéologie raciste et xénophobe sont un affront à la conception égalitaire et émancipatrice portée par SUD éducation et une menace dirigée contre la liberté de conscience et la laïcité." Nous considérons également que l'espace syndical ne peut être perçu comme un sanctuaire protégé du racisme. Face aux propos tenus ces derniers mois, face au malaise éprouvé par certain·es de nos camarades attaqué·es (qui pour certain·es refusent

aujourd'hui de militer ou ont décidé de rendre leur mandat), nous devons nous demander comment nous pouvons construire un espace militant sécurisé pour toutes et tous.

Conformément à notre volonté d'être un syndicat de transformation sociale et un acteur majeur des luttes antiracistes, nous devons prendre en considération les rapports de domination qui se jouent au sein de notre organisation tout comme l'impact que cela peut avoir sur les adhérent·es concerné·es par le racisme.

**Le CF décide que la Fédération présente ses excuses pour les propos tenus sur les listes mails/équipes et en CF vis-à-vis des personnes concernées.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

**Le CF décide de la création d'un GT afin de réfléchir à la mise en place d'une cellule de veille antiraciste fédérale.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

## **F. Appel intersyndical au boycott des formations en fin de journée et en distanciel (Point reporté du CF de février)**

*Point proposé par SUD éducation 66*

**Présentation du point proposé :** Proposition d'un mandat à la CE pour porter au niveau intersyndical un appel au boycott des formations en fin de journée et en distanciel (ex. les webinaires à 17h ou 17h30) avec la revendication d'un retour aux formations en présentiel sur temps de travail.

Gabriel Attal, alors encore ministre de l'Éducation nationale, a annoncé à la rentrée 2023 que la formation continue des enseignant·e·s se ferait désormais de plus en plus, et à terme intégralement, en dehors de leurs heures de cours. Il s'agit là d'une nouvelle atteinte à nos conditions de travail et à notre droit à la formation, pourtant inscrit dans la loi.

Ces formations prennent cette année de plus en plus souvent la forme de webinaires, c'est-à-dire de formations en distanciel, avec tous les inconvénients que cela comporte (problèmes techniques récurrents, échanges limités... grevant la qualité des formations dispensées).

SUD éducation considère qu'il est de notre responsabilité d'organisations syndicales de défendre le droit à la formation continue sur le temps de travail et en présentiel. Nous vous proposons par conséquent de nous associer autour d'un appel intersyndical large qui :

- rappelle l'importance de la formation continue ;
- dénonce la décision ministérielle d'organiser cette formation en distanciel et hors du temps devant élèves et rappelle qu'elle pénalise particulièrement les collègues ayant des obligations familiales ou personnelles, ce dont les femmes seront, une fois encore, davantage victimes que les hommes ;
- appelle les enseignant·e·s à ne pas participer à ces formations en distanciel et hors du temps devant élèves, et soutient par avance tous les mouvements collectifs allant dans ce sens ;
- revendique le retour à une formation continue intégralement proposée sur le temps devant élèves et en présentiel.

**Le CF mandate la CE pour porter au niveau intersyndical un appel au boycott des formations en fin de journée et en distanciel avec la revendication d'un retour aux formations en présentiel sur temps de travail.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **G. Y'a de la merde dans la QV'ette : Alerte sur les négociations à venir au sujet de la "Qualité de Vie au Travail" (QVT)**

*Point proposé par la commission Et voilà le travail*

**Présentation du point proposé :** En 2015, les négociations autour de l'accord-cadre relatif à la « Qualité de Vie au Travail » (QVT, devenue Qualité de Vie et Conditions de Travail - QVCT) ont échoué. Solidaires Fonction Publique (tout comme la CGT, FO et la FSU) n'ont pas signé, au motif que les éléments qui auraient permis d'apporter des changements réels et concrets face à la détérioration des conditions de travail des agents n'ont pas été intégrés (moyens accordés aux comités hygiène sécurité et conditions de travail, à la médecine de prévention, aux assistant·es de prévention, aux inspecteur·ices santé et sécurité au travail, obligation d'évaluation des risques professionnels, reconnaissance des accidents de service...).

Pourtant, la QVCT est rentrée petit à petit dans nos vies et notre travail, insidieusement et par d'autres biais. L'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail) et la DGAFP (Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique) ont ainsi accouché de référentiels pour l'élaboration de chartes et la signatures d'[accords sur la qualité de vie et des conditions de travail dans la fonction publique](#). Et plusieurs académies ont mis en place des ateliers spécifiques sur la question de la QVCT, notamment comme réponse aux risques psycho-sociaux signalés par les collègues.

Dans les semaines à venir, le ministère prévoit un nouveau cycle de discussion pour aller vers un nouvel accord-cadre. Il est important que la fédération s'empare du sujet pour mandater ses représentant·es sur la question, en ayant à l'esprit que nous n'aurons accès aux informations que jusqu'à la signature de l'accord. Ensuite, seules les OS signataires continueront à assister aux groupes de travail. La FSU et la CGT sont également plutôt opposées au principe et il est probable que ces organisations refusent de signer ; l'accord ne serait alors pas majoritaire.

### **• Pourquoi la QVCT est une notion fourre-tout ?**

C'est un "sentiment de bien-être au travail perçu collectivement et individuellement qui englobe l'ambiance, la culture de l'entreprise, l'intérêt du travail, les conditions de travail, le sentiment d'implication, le degré d'autonomie et de responsabilisation, l'égalité, un droit à l'erreur accordé à chacun, une reconnaissance et une valorisation du travail effectué" (définition de l'accord-cadre interprofessionnel du 19 juin 2013 relatif à une politique d'amélioration de la qualité de vie au travail et de l'égalité professionnelle)

Cette définition occulte la responsabilité de l'employeur qui a obligation de résultat sur la santé et la sécurité des agent·es. En noyant la santé au travail parmi un ensemble de dimensions dont les agent·es sont rendu·es responsables individuellement, l'employeur se dégage de ses devoirs envers les personnels. En voulant tout intégrer sur un même plan, cette démarche nie les rapports de

domination inhérents au travail salarié et évacue les instances de représentation du personnel.

• **Pourquoi la QVCT individualise "l'approche" santé au travail (et évacue les syndicats) ?**

Dans ce type de démarche, l'administration organise des groupes de discussion avec les collègues pour parler du travail d'une manière dépolitisée. Les collègues et les chef-fes sont réunies comme s'ils étaient à égalité et pouvaient parler librement sans prise en compte des rapports de domination qui structurent le travail. Il y a une négation des rapports hiérarchiques.

Ces échanges, en dehors des instances, se font en l'absence des syndicats car ces "espaces de discussion ne sont pas des espaces de négociation, de revendication ou un espace de représentation du personnel". C'est une négation de nos outils de lutte collective.

L'autonomie des salarié-es ne fait pas disparaître le lien de subordination mais les rend responsables tout à la fois de leur degré de performance (atteinte des objectifs) et de la souffrance que ça engendre (objectifs impossibles à atteindre sans moyens, objectifs contraires à nos valeurs, qualité empêchée...).

• **Pourquoi nous n'aimons pas parler de "qualité" de vie au travail ?**

La qualité du travail n'a pas le même sens pour nous et pour notre employeur : Faire un travail de qualité pour un-e enseignant-e par exemple, c'est quelque chose qui touche à l'émancipation, à la transmission, à l'éducation, au développement de l'esprit critique. On s'est rendu compte que pour l'administration il s'agissait surtout de mettre un "personnel devant chaque classe".

Pour l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) c'est "permettre, à chacune et chacun dans l'entreprise, de faire un travail de qualité, dans de bonnes conditions. Si le travail est un lieu d'exposition aux risques, il peut aussi être un facteur de santé pour les personnes et un levier de performance pour les organisations." Dans cette définition, la prévention des risques professionnels est évacuée au profit des enjeux de performance pour l'employeur.

Pour l'employeur en général, et notre administration en particulier, la qualité du travail est reliée à la performance du travail : Dans le cadre des "Espaces de discussion autour du travail", on peut lire par exemple : "Pour l'établissement, l'école, le service [les espaces de discussion sont] un moyen pour plus de performance collective, d'innovation, de dialogue social et de processus décisionnel"

• **Pourquoi ça détruit les droits en matière de prévention ?**

Les expérimentations et négociations de la QVCT prennent la place des précédents accords sur les risques psycho-sociaux qui désignent de mauvaises organisations du travail comme la principale cause de dégradation de la santé des agent-es au travail.

Les causes réelles des risques psycho-sociaux (surcharge de travail, existence d'objectifs irréaliste ou flous, relations conflictuelles avec les collègues ou avec la hiérarchie, ne pas pouvoir faire un bon travail, etc.) ne sont pas pointées et les réponses de l'administration sont individuelles (rendez-vous psy, affectation temporaire sur un autre poste, etc.).

La QVCT fait porter la responsabilité de leur santé au travail sur les agent-es, en les incitant à des petits gestes (yoga, micro-siestes, sophrologie, etc. ), et invisibilise la responsabilité de l'employeur en matière de prévention ("L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs." article L4121-1 du Code du travail)

• **Pourquoi il faut le dénoncer partout ?**

Parce que les démarches QVCT servent à masquer le fait qu'aucun moyen n'est alloué pour la santé des agent-es au travail. La politique de labellisation conduite par le ministère (labels égalité hommes-femmes, éduform, euroscol, E3D, génération 2024, etc. ) s'accommode bien de la QVCT : c'est un vernis pour cacher la dégradation des conditions de travail.

**Le CF valide que la fédération SUD éducation dénonce la notion de QVCT sur la base des**

arguments soulevés ci-dessus, et poussera dans l'intersyndicale des positions visant à faire échouer l'accord sur la QVCT.

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## H. Ircantec

*Point proposé par SUD éducation Mayotte*

**Présentation du point proposé :** À Mayotte, nous déplorons le délaissement total de l'état concernant la mise en place de l'ircantec pour tous les agents contractuels du rectorat de Mayotte, Il n y a que l'éducation nationale qui ne cotise pas pour la retraite complémentaire des agents contractuels. Cette discrimination se fait alors que le régime des retraites à Mayotte est encore bien en dessous du droit commun. Cette discrimination se banalise pendant que les agents s'investissent pleinement dans leur fonction . Pouvez-vous imaginer un emploi sans cotisation à la retraite ?

Nous demandons que la Fédération des syndicats SUD éducation reprenne à nouveau le dossier ircantec auprès du MENESR pour obtenir une réponse concrète pour tous ses agents qui sont au service du rectorat.

**Le CF valide que SUD éducation soulève ce point auprès du MENESR.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

*Réponse de la CE*

Le CF avait déjà été interpellé par le syndicat de Mayotte sur ce sujet, nous avons alerté le ministère de l'Education nationale et avons demandé des explications. Le MEN a répondu qu'il s'agissait d'un sujet qui concernait l'ensemble de la Fonction publique à Mayotte. C'est pourquoi Solidaires Fonction publique a interrogé le ministère de la Fonction publique par un courrier, celui-ci n'a pas eu de réponse. Les instabilités ministérielles ont compliqué le travail, Solidaires Fonction publique a relancé et nous attendons une réponse. Il est pour l'instant difficile d'engager une action car nous ne comprenons pas d'où vient le blocage. Nous continuons notre exploration pour avoir des réponses qui nous permettront ensuite d'envisager des actions adaptées.

## I. Prime Exceptionnelle Pouvoir d'Achat

*Point proposé par SUD éducation et recherche 86*

*Voir [document préparatoire](#)*

**Présentation du point proposé :** Fin juillet, un décret portant création de la prime exceptionnelle pouvoir d'achat pour les travailleur-euses du service public était publié au Journal officiel. La prime, de 300€ à 800€ selon les revenus, était soumise à plusieurs conditions cumulatives. Plusieurs femmes nous ont contactés car elles n'ont pas bénéficié de cette prime.

En effet, le décret du 31 juillet indique que pour bénéficier de la prime il faut « être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ». Pour SUD éducation et recherche 86 la condition de rémunération au 30 juin 2023 est arbitraire et injuste. Elle a exclu des personnes en

congé maladie le 30 juin 2023, ainsi que des personnes en congé maternité ou en congé parental, cela affectant particulièrement des femmes.

SUD éducation et recherche 86 a lancé une enquête auprès des personnels du département. Nous avons interpellé le rectorat, et les adhérentes ont interpellé les médiatrices de l'académie. On nous a répondu que le rectorat ne faisait qu'appliquer la loi. Nous avons donc fait un [courrier aux députés de la Vienne](#), accompagnée d'une lettre ouverte. Nous sommes en attente d'une réponse de l'intersyndicale pour faire un communiqué de presse commun.

Nous pensons qu'il est important que la fédération s'empare de ce sujet nationalement, en interpellant le ministère en CSA et en portant le sujet en commission Fonction publique de Solidaires.

**Le CF demande que la fédération SUD éducation interpelle le ministère en CSA sur le caractère discriminatoire de l'attribution de la PEPA.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

**Le CF demande que la fédération SUD éducation porte le sujet à la commission Fonction publique de Solidaires.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **\*J. Campagne amiante**

*Point proposé par la commission Et voilà le travail*

### **\*J.1. Point d'étape sur la campagne**

**Présentation du point proposé :** Il s'agit de faire un point sur la campagne amiante, de partager les expériences des syndicats qui ont déjà engagé des actions, de discuter et de valider collectivement des perspectives pour les prochains mois.

### **\*J.2. Demande de Conseil auprès de TTLA**

**Présentation du point proposé :** TTLA est un cabinet d'avocat-es spécialisé sur les questions santé au travail, conditions de travail ainsi que environnementales. Solidaires et des structures de Solidaires travaillent régulièrement avec ce cabinet : Procès France Télécom, Affaire Triskalia... C'est de plus l'un des cabinets qui a construit la lutte sur l'amiante devant les tribunaux. Le cabinet ne défend que les intérêts des travailleur-ses et jamais des patrons.

Depuis le début de la campagne fédérale "Face à l'amiante, réagissons", les équipes militantes de SUD éducation qui ont lancé la campagne rencontrent souvent des obstacles à l'accès aux Dossiers Technique Amiante (DTA), élément obligatoire et central dans la connaissance des bâtiments amiantés : refus de communication, entraves diverses et variées à l'accès aux documents, documents partiels, obsolètes, ne respectant pas la législation en vigueur... La liste est longue, trop longue.

De plus, cette campagne lancée après le CF de novembre n'est qu'une première étape : nous devons, collectivement, envisager les phases suivantes : obtenir des fiches d'exposition, aller vers

les reconnaissances en maladie professionnelle, travailler sur le préjudice d'anxiété, etc.

Pour avoir des éléments concrets et précis afin d'élaborer les prochaines étapes, y compris juridiques, et pour chercher si des pistes contentieuses sont envisageables sur les entraves, refus et manquements déjà rencontrés par les équipes, nous souhaitons demander un conseil auprès du cabinet TTLA.

Les camarades pressenti-es pour rencontrer le cabinet d'avocat sont des membres du comité de suivi, ainsi que les mandaté-es juridique et des membres de la CE s'ils sont disponibles.

Le premier conseil est facturé entre 0 et 500€ en fonction du temps de réunion et du temps de préparation nécessaire. Ensuite, si procédure il y a, il y a des frais d'honoraires fixes (qui correspondent à ce que remboursent les assurances en gros), puis ils utilisent une rémunération "au résultat", c'est-à-dire qu'ils prennent un pourcentage de ce qui est gagné en cas de victoire.

**Pour la campagne amiante, le CF valide la demande de Conseil auprès du cabinet d'avocat-es TTLA pour étudier les pistes contentieuses sur les entraves et butées rencontrées par les équipes de SUD éducation et pour explorer les suites judiciaires éventuelles dans la suite de la campagne.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **\*K. Les assises de la santé et sécurité des travailleur·ses, et les mobilisations autour du 28 avril**

*Point proposé par la commission Et voilà le travail*

Les 13 et 14 mars dernier se sont tenues, à la Bourse du Travail de Paris, les premières Assises de la santé et sécurité des travailleur·ses. Cet événement était co-organisé par la CGT, Solidaires, la FSU et de nombreuses associations ou collectifs comme l'association Henri Pézerat, l'ANDEVA, Les ateliers Travail et Démocratie, le Réseau féministe "Ruptures"...

Ces assises ont réuni plus de 500 camarades, militant·es syndical·es, associatives, juristes, sociologues...

Les deux jours étaient organisés en ateliers autour de 4 grandes thématiques :

- Femmes, santé, travail
- Accidents du Travail - Maladies professionnelles, prévenir, reconnaître, réparer
- Santé, Travail, Environnement (de l'Amiante au Chlordécone...)
- Transformation du travail et organisation du travail - Comprendre et agir (Risques psychiques)

Nous étions plusieurs camarades de SUD éducation à participer à ces assises (Commission Et voilà, CE, camarades).

Lors de ces assises, il a été proposé de discuter et d'élaborer :

- un appel national intersyndical et interassociatif
- une plateforme revendicative
- une campagne nationale intitulée "Le travail tue, le travail détruit - Mourir au travail, mourir du travail, plus jamais !".

Ces documents seront à retrouver dans le Cahier Préparatoire ou dans la partie interne du site fédéral.



Cet appel, cette plateforme revendicative et cette campagne seront très probablement discutées au niveau de Solidaires, mais la richesse des ateliers et des échanges, et l'enjeu fondamental autour de la santé et sécurité des travailleur·ses nous pousse à présenter les travaux de ces assises aux syndicats lors de ce CF. L'un des objectifs de ces assises est de constituer un réseau intersyndical et interassociatif de lutte sur la santé et sécurité des travailleur·ses

Nous serons présent·es au CF pour échanger avec les syndicats et répondre aux éventuelles questions ou demandes de précisions.

Ces assises sont à l'initiative d'un collectif syndical et associatif qui milite sur la question des Accidents du travail et des mobilisations autour du 28 avril, journée mondiale de la santé et sécurité des travailleurs et travailleuses appelée par l'O.I.T. (Organisation Internationale du Travail). Solidaires est partie prenante depuis maintenant plusieurs années de mobilisations du 28 avril, avec la CGT et la FSU notamment. Cette année, le 28 avril étant un dimanche, la CGT a proposé que la mobilisation soit fixée au jeudi 25 avril. Solidaires y appellera.

Cette mobilisation peut être un moyen de mettre en lumière les morts au travail, les morts à cause du travail, particulièrement invisibilisé·es dans la fonction publique

Nous invitons les syndicats qui le souhaitent à discuter dans leurs Solidaires locaux et/ou dans un cadre intersyndical de la possibilité d'organiser des initiatives locales le 25 avril.

Nous souhaitons également interroger le CF sur la place que SUD éducation pourrait prendre dans cette mobilisation.

**La fédération SUD éducation dépose un préavis de grève spécifique, appelle à la grève le 25 avril et appelle à participer à toutes les initiatives, manifestations et rassemblements.**

**Attention : nous attirons l'attention des syndicats sur le fait que 2 zones sur 3 seront en vacances.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

**La fédération SUD éducation appelle à rejoindre les initiatives, manifestations et rassemblements, sans appel à la grève.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :	Contre :	Abst:	NPPV:
-------------	---------	--------	----------	-------	-------

## \*L. International

### \*L.1. Proposition de mandatement de Manel Ben Boubaker à la délégation du Labor Notes

*Point proposé par SUD éducation 93*

Une note parue le 8 février 2024 dans Solidaires propose la constitution d'une délégation à la conférence du Labor Notes 2024 à Chicago. Manel souhaite candidater pour représenter SUD éducation dans cette délégation Solidaires, Stéphane Enjalran ne souhaitant pas s'y rendre cette année. Il pense et partage l'idée néanmoins qu'il est nécessaire d'envoyer un·e délégué·e SUD éducation pour continuer les liens tissés avec les mouvements enseignants états-uniens.

Elle pourrait par exemple parler de l'implication des enseignant·es lors du mouvement des retraites l'année dernière ou encore de l'actuelle mobilisation sur le plan d'urgence dans notre département



de Seine-Saint-Denis et plus largement dans notre académie et celles aux alentours.

Par ailleurs, le Labor Notes est très ouvert aux questions sur l'antiracisme en lien avec le mouvement Black Lives Matter. Elle pourrait mettre en lien ces questions avec nos propres problématiques comme après les révoltes après Nahel et notre implication dans l'anti répression/ je pourrais également rapidement évoquer notre travail autour de notre ouvrage.

Ce mandatement au Labor Notes entre possiblement dans un futur mandatement en commission internationale SUD éducation et/ou Solidaires en 2024/2025.

**Le CF valide la participation de Manel Ben Boubaker au Labor Notes et prend en charge le financement du voyage.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **\* L.2. L'éducation avec Gaza**

*Point proposé par SUD éducation Paris*

**Présentation du point proposé :** SUD éducation Paris est signataire de la tribune [L'Éducation avec Gaza](#). Nous souhaitons informer les syndicats de l'existence de cette tribune et savoir si la fédération souhaiterait être signataire.

**La Fédération SUD éducation signe la tribune "l'éducation avec Gaza".**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------

## **\* M. Conditions de travail militant, épuisement militant, burn-out militant**

*Point proposé par la commission Et voilà le travail*

La commission Et voilà le travail a été sollicitée sur la question des conditions de travail militant, de l'épuisement militant et du burn-out militant.

En préambule de cette contribution, nous tenons à rappeler pour nous l'importance de la régulation collective du "travail" militant. De plus, il nous semble important de bien mesurer l'impact sur le collectif de travail des différentes modalités de communication : échanges mail, visio/téléphone/messageries, réunions physiques.

La réflexion menée au sein de la commission sur ces questions nous a amené dans un premier temps à chercher une forme de restitution qui ne soit ni péremptoire, ni intrusive à l'égard de l'autonomie des syndicats.

C'est pourquoi nous avons abouti à une liste de questions que nous proposons aux syndicats et aux équipes militantes de se poser dans un cadre collectif, défini par le syndicat et ses militant-es. Les voici.

Avez-vous eu une discussion collective sur (par exemple) :

- Travailler pour le syndicat pendant le week-end/les vacances scolaires, ou pas ?
- Le temps militant auquel correspond une heure de décharge ?

- La liste de toutes les tâches militantes ?
- Les tâches qui incombent aux déchargé·es et la répartition de celles-ci ?
- La gestion des mails/des listes mails ?
- Les tâches ingrates et les tâches valorisées ?
- Les outils utilisés et s'ils correspondent à différentes manières de militer ?
- La division genrée du travail militant ?
- La prise en compte des situations personnelles et/ou familiale ?
- La prise en compte des appétences de chacun·e ?
- La transmission d'expérience entre les "ancien·nes" déchargé·es et les nouvel·les ?
- Les besoins des nouvel·les déchargé·es ?
- L'implication des personnes non déchargé·es ?
- Les manières de rendre compte de ce que fait l'équipe militante ? A qui ?
- Les manières de garder trace du travail effectué ?
- Les temporalités qu'on se donne pour réaliser les tâches ?
- Les modes de communication ? Auprès de qui (entre déchargé·es, entre militant·es, entre adhérent·es, vers l'extérieur....) ? Avec quels objectifs ?
- Est-ce que vous pouvez mesurer l'implicite ou l'explicite dans le fonctionnement du syndicat ?
- L'articulation entre les déchargé·es et les instances décisionnelles du syndicat ? Qui est présent·e dans quels espaces ?
- Est-ce que dans les AG il y a tou·tes les déchargé·es ? Aucun·e déchargé·e ? Uniquement les déchargé·es ? Toujours les mêmes déchargé·es ?
- La répartition des outils du "distanciel" par rapport au "présentiel" ?
- Les disparités territoriales (temps de trajet, présence au local,...)
- Le défraiement des activités militantes ?
- La durée des réunions et le "respect" des horaires ? Et leur impact ?
- Comment se terminent les réunions ? A combien ?
- Avez-vous mené ces discussions en réunion de déchargé·es ou en AG ?

Un temps d'échange et de débat sur ce thème est donc proposé lors de ce point au CF, si des syndicats souhaitent s'exprimer pour contribuer à la réflexion.

## **\*N. Implication des parents, notamment isolés, dans le militantisme de SUD éducation**

*Point proposé par la Commission Antisexisme, Droits des Femmes et des personnes LGBTQIA+*

**Présentation du point proposé :** La commission Antisexisme, Droits des Femmes et des personnes LGBTQIA+ constate que l'implication des parents, notamment des mères isolées, est difficile dans notre fédération. Parvenir à militer, et a fortiori à prendre une décharge syndicale, nous semble être une gageure pour les parents. De plus, le seul dispositif mis en place au niveau fédéral pour aider ces dernières-ers à s'engager syndicalement (remboursement de la garde des enfants) n'est que peu utilisé. Il nous semble qu'il y a là, dans l'implication des parents et notamment des mères isolées, un double enjeu : un enjeu de syndicalisation, pour permettre à la fédération d'élargir sa base militante; et un enjeu féministe, pour permettre aux femmes de militer à l'égal des hommes.

Quelle est la place des parents, notamment des mères isolées, dans le syndicalisme de Sud

Education ?

Sont-ils et elles réellement sous-représentés dans nos équipes, dans nos instances, dans nos formations ?

Des syndicats ont-ils mis en place des dispositifs pour faciliter leur implication ?

Pour entamer ces réflexions, la commission propose aux syndicats un temps de discussion. Nous avons élaboré un court questionnaire, qui devrait nous aider collectivement à objectiver nos intuitions. Si suffisamment de syndicats répondent avant le CF, les mandatées pourront donner un premier aperçu des données récoltées. Quoi qu'il en soit, la commission propose aux syndicats de réfléchir à ces questions pendant le CF, afin de décider collectivement si nous sommes face à un impensé dans notre fédération, et le cas échéant, d'élaborer des solutions.

Dans le prolongement de cette discussion, la commission propose également d'entamer une réflexion sur l'utilité de tendre vers une parité des mandats au sein de nos instances, comme par exemple la CE.

## **\*O. Réécriture du tract de janvier 2024 sur l'école inclusive**

*Point proposé par la commission École inclusive*

**Présentation du point proposé :** Suite à la dépublication du tract du 7 janvier du site de SUD éducation et des débats qui ont eu lieu, la commission école inclusive a eu mandat au dernier CF pour une réécriture du texte.

Le nouveau texte sera transmis sur les listes équipes et syndicats le 24 mars.

**Le CF valide le tract proposé par la commission école inclusive.**

Consensus ?	Oui/Non	Pour :		Contre :		Abst:		NPPV:
-------------	---------	--------	--	----------	--	-------	--	-------